

REVUE DE PRESSE

4 février 2021

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

ACTUALITÉS

L'ÉCOLE LES DEUX PIEDS DANS LA NEIGE !

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Beau temps, mauvais temps, Vanessa Beaudry a choisi d'enseigner à l'extérieur au moins une heure par jour, question de faire prendre l'air au maximum à ses élèves

Assis à des tables de pique-nique en habits de neige, les pieds dans la quinzaine de centimètres de flocons tombés la veille, des élèves d'une école primaire d'Anjou révisaient leurs homophones, mercredi. La scène inusitée ne semblait pas impressionner un homme qui, de l'autre côté de la rue, passait sa souffleuse sans se soucier de la horde d'enfants. À croire qu'en ces temps de pandémie, plus grand-chose n'étonne.

Faire l'école dehors au moins une heure par jour, c'est le projet de l'enseignante de 6e année de l'école primaire Wilfrid-Pelletier, Vanessa Beaudry. Beau temps, mauvais temps, dans la neige comme sous la pluie, ses élèves sortent s'aérer, et pas seulement pour jouer. Le grand air, c'est aussi pour travailler.

Quelles matières peuvent être vues dehors ? Avec de l'adaptation et de la planification, toutes les matières, dit l'enseignante.

« On fait des apprentissages significatifs. Il y a des stimuli externes, c'est certain, mais je sens que les élèves sont plus concentrés. Les matières rentrent encore mieux quand les élèves peuvent toucher à du vrai matériel », explique Vanessa Beaudry. Les fractions, donne-t-elle en exemple, peuvent être rendues concrètes par des boules de neige qu'on sépare. La lecture ? Les élèves la font assis au pied de « leur arbre », dans un parc jouxtant l'école.

La pandémie et les risques de contagion à l'école n'ont fait que donner un peu de souffle au projet de l'enseignante de 29 ans.

« Ça m'a poussée à aller dehors avec mes élèves tous les jours. À la base, je voulais sortir trois fois par semaine, mais on dit que le risque de contagion est beaucoup moins élevé à l'extérieur, raconte-t-elle. Les élèves viennent cinq heures à l'école, c'est une heure de moins à l'intérieur. »

UN PROJET AUX MULTIPLES BIENFAITS

Elle estime que plusieurs jeunes ne passent pas assez de temps dehors et qu'ils manquent de connaissances liées à la nature et à leur environnement. Beaucoup d'élèves, observe-t-elle également, n'ont pas accès à du matériel pour pratiquer le plein air ou ne savent tout simplement pas quoi faire dehors.

Vanessa Beaudry est pour l'instant la seule de son école primaire à passer autant de temps dehors avec ses élèves, mais d'autres enseignants songent à s'y mettre aussi. Mme Beaudry voit de multiples bienfaits à

son projet : motivation accrue des élèves, diminution de l'anxiété, bien-être général.

« Ça libère ton esprit, et être près de la nature au point que tu travailles dehors, c'est super cool. »

– Kymia Yao, élève de la classe de Vanessa Beaudry, 11 ans

Les élèves rechignent rarement à sortir. « Je les ai habitués : on a commencé quand il faisait vraiment beau, et avec le temps, on a continué. Il y en a parfois deux, trois qui n'ont pas envie, mais ils ne chialent jamais quand on revient de l'extérieur », dit Vanessa Beaudry, qui souhaite faire du plein air une habitude chez ses élèves. Les parents ont été avisés au début de l'année scolaire : les enfants devaient être bien habillés pour sortir.

Mercredi, les élèves interrogés convenaient que c'était une journée quasi parfaite pour faire l'école dehors. « On peut même travailler sans nos gants », a observé (mains nues) Adam Elmaadadi.

Les jours de pluie et de tempête sont les moins pratiques, a ajouté son ami Youssef El Drissi, observant que les cahiers se mouillent alors.

Et les élèves des autres classes ? « Des fois, ils sont un peu jaloux, ils disent : "Ah, vous avez de la chance !" », dit Rachel Dang. « On est libres ! », scande en passant derrière elle un de ses camarades de classe.

leSoleil

COVID-19: petite mise à jour sur les écoles

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
LE SOLEIL

BLOGUE / Mine de rien, il y a un bon petit paquet d'études sur la propagation de la COVID-19 dans les écoles qui sont sorties depuis deux ou trois semaines. Alors que l'on commence (à peine) à pouvoir voir quel genre d'effet la réouverture des écoles a eu au Québec et que le déconfinement annoncé fait grincer quelques dents, je pense qu'il vaut la peine de faire une petite mise à jour.

Depuis le début de la pandémie, s'il faut le rappeler, un peu tout le monde se questionne sur le rôle des enfants et des écoles. A priori, on avait toutes les raisons de s'attendre à ce que les enfants soient des vecteurs importants de propagation, pour la simple et bonne raison que c'est ce qui arrive avec la plupart des autres virus respiratoires. Mais voilà, les 0-12 ans sont continuellement sous-représentés dans les statistiques de COVID, et ce dans tous les pays. Il est possible que c'est parce qu'on les teste moins, ce qui serait cohérent avec le fait qu'ils montrent moins de symptômes que les adultes. Mais il se peut aussi qu'ils soient moins susceptibles de l'attraper (et peut-être de la transmettre), ce qui serait cohérent avec le fait que le récepteur cellulaire auquel le nouveau coronavirus s'accroche, le dénommé ACE-2, est moins exprimé chez les enfants que chez les adultes.

Comme je l'écrivais récemment, on trouve des études qui tombent des «deux bords», pour ainsi dire : certaines suggèrent que les écoles/enfants sont des moteurs actifs de la pandémie, alors que d'autres concluent que non, et que les cas trouvés dans les écoles est simplement le reflet de ce qui circule plus largement dans la communauté. Cependant, il semble qu'une bonne partie des études les plus récentes penchent du même côté, soit celui qui dit que même s'il y a, bien évidemment, un peu de contagion dans les écoles, elle est passablement faible – bref, que le moteur de l'épidémie est ailleurs, chez les adultes. C'est du moins le portrait qui se dégage de la dernière mise à jour à ce sujet du NCCMT, un groupe de recherche en santé publique rattaché à l'Université McMaster.

En outre, et c'est un point fondamental ici, plusieurs (pas toutes, mais quand même) de ces études-là s'appuient sur des données pas mal plus solides que les précédentes. Un grand reproche que l'on faisait, avec raison d'ailleurs, aux travaux concluant que les enfants/écoles ne jouent pas un rôle majeur dans la transmission de la COVID-19 est que la plupart d'entre elles se contentent de comparer le nombre de cas détectés par tranche d'âge. Or si les enfants font moins de symptômes, alors on va forcément moins les tester, et on détectera moins de cas chez eux – ce qui va créer l'illusion qu'ils attrapent et/ou transmettent moins la COVID-19. À cela, les auteurs de ces études répondaient que quand on regardait les employés des écoles, qui sont des adultes et donc n'étaient pas supposés être moins testés, on ne voyait pas chez eux plus de cas. Ce qui est vrai, mais cela restait quand même une limite importante de ces études-là.

Cependant, parmi les nouvelles études qui sont apparues sur les «radars» du NCCMT, neuf ont utilisés des échantillons aléatoires d'étudiants (donc sans égard à la présence de symptôme) et plusieurs autres étaient des études de «surveillance» qui ont retracé les contacts d'enfants infectieux et les ont tous testés (avec ou sans symptômes, eux aussi) pour voir à quel point le virus s'était répandu dans ces réseaux-là. Dans l'ensemble, ces études ont trouvé très, très peu de cas, très peu d'éclosions, même en «suivant la trace» de cas confirmés par PCR.

On ne les passera pas en revue une par une mais, question d'illustrer de quoi on parle, je mentionnerai tout de même celle-ci, de la Santé publique européenne, parue en janvier. L'exercice a consisté à retracer tous les contacts de 13 enfants positifs de 5 à 13 ans dans deux comtés norvégiens. Une bonne majorité de leurs contacts (près de 300) ont été testés. Résultat : moins de 1 % des contacts-enfants et moins de 2 % des contacts-adultes étaient positifs.

Évidemment, 13 jeunes, ce n'est pas un gros échantillon, mais rappelons que c'est cohérent avec d'autres études du même genre, notamment en Australie, qui ont retracé les contacts de «cas index» et n'ont trouvé que très peu de «cas secondaires» (infectés par les cas index).

Quelques autres études sur la question ont été publiées depuis la dernière mise à jour du NCCMT (voir ici, ici et ici, c'est du moins ce que j'ai pu trouver). Dans l'ensemble, elles «disculpent» elles aussi en bonne partie les écoles, mais leurs données ne sont pas aussi détaillées et solides que les autres. Il y a par ailleurs eu celle-ci, parue dans l'*American Journal of Epidemiology*, qui a conclu que les fermetures d'écoles sont, avec les confinements complets, parmi les mesures les plus efficaces pour freiner la COVID-19, mais ces données-là non plus ne sont pas très détaillées (comparaisons entre pays).

Personne, s'il est besoin de le préciser, ne dit que les enfants sont complètement «immunisés» à la COVID-19 et qu'il n'y a aucune transmission qui survient à l'école. En fait, c'est une absolue certitude qu'il y en a. Mais il semble d'après tous ces résultats qu'il n'y en a pas assez pour que les enfants/écoles soient un moteur le moins important de l'épidémie.

Cela dit, l'affaire avec ces études-là, c'est qu'elles ont toutes été faites dans des pays particuliers, avec des mesures sanitaires (masques à partir de telle ou telle année, efforts inégaux de ventilation, etc.) qui ne sont pas pareilles partout, des traits culturels qui varient, etc. Alors ça donne une «idée» de ce qui est en train de se passer chez nous, sans nécessairement en être le reflet fidèle.

À cet égard, le collègue de La Presse Pierre-André Normandin écrivait récemment que la baisse généralisée des nouveaux cas qu'on observe au Québec depuis une couple de semaines prévaut dans toutes les tranches d'âge, sauf chez les 0-9 ans – qui ont repris l'école en «présentiel» le 11 janvier dernier, rappelons-le. J'ai refait essentiellement le même exercice que lui à partir des données de l'INSPQ de manière à faire ressortir les tendances à partir du 1er janvier pour les 0-9 ans, les 10-19 ans et les «adultes» (20 et +). Tout dans le graphique suivant est exprimé en «base 100», comme on dit : donc le 1er janvier «vaut» 100 %, et tout ce qui suit est exprimé comme une proportion de ce point de départ (par exemple, une journée à 110 équivaut à 10 % de plus que le point de départ, une journée à 80 correspond à 20 % de moins que le point de départ, etc.). Cela donne ceci :

Il est indéniable que, comme l'indiquait Pierre-André, la baisse chez les 0-9 ans s'est arrêtée environ 10 jours après le retour en classe – et rappelons ici qu'il y a toujours un délai entre l'entrée en vigueur d'une mesure et son effet sur les courbes, parce que le virus a un délai d'incubation. Et comme la COVID-19 continue de reculer dans toutes les autres tranches d'âge, il semble assez évident que c'est la transmission à l'école qui est en cause. Du moins je ne vois pas ce qui pourrait expliquer ça à part le retour en classe, mais bon, peut-être aussi qu'il m'en manque un bout. Vous me direz ce que vous en pensez.

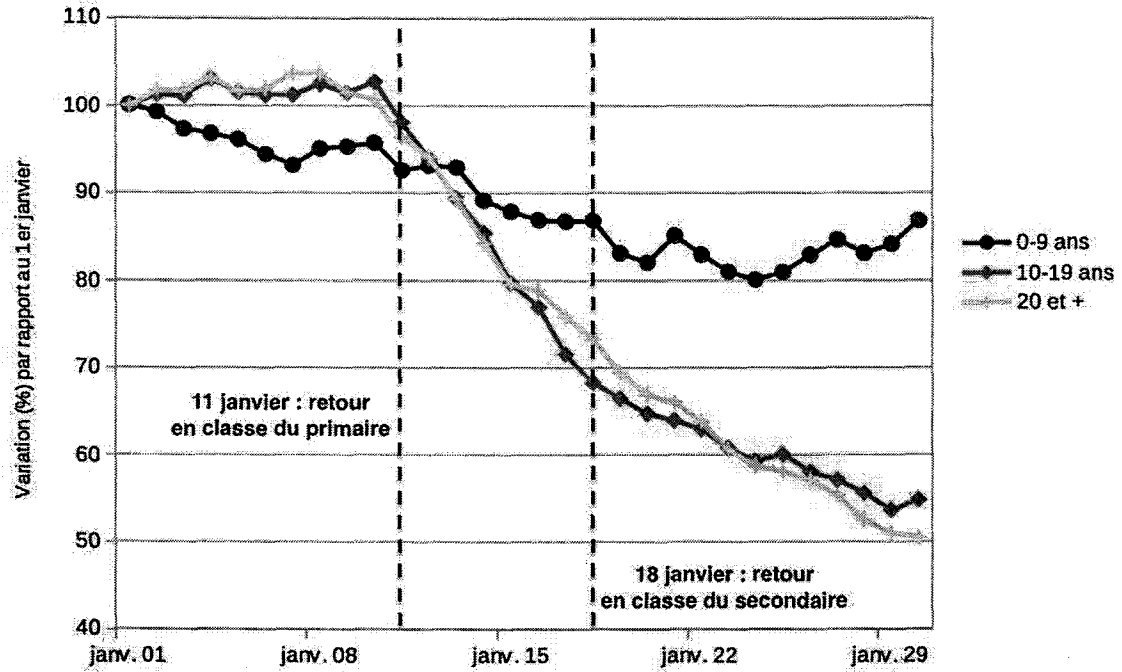
Or d'un autre côté, ce n'est pas suffisant pour faire une grosse différence dans le portrait global. Les 0-9 ans ont atteint leur «creux» vers les 18-19 janvier, avec environ 120 à 130 cas par jour. À la fin du mois (et des données disponibles), ils étaient à 160-170. Donc on parle d'une quarantaine de cas supplémentaires par jour à l'échelle du Québec – et sur la moyenne mobile sur sept jours, la différence n'est que d'une vingtaine de cas de plus. Ce n'est pas grand-chose, et pas assez pour inverser la tendance générale, qui se poursuit dans tous les autres groupes d'âge.

Tout cela me semble assez cohérent avec ce que l'on sait de la COVID-19 dans l'ensemble. D'une part, il y a un certain niveau de transmission dans les écoles, et en y retournant les 0-9 ans ont accru leurs contacts sociaux, et par le fait même leur risque d'être infectés. C'est même suffisant pour que les enfants aillent à contre-courant de la tendance générale, signe qu'il y a assez de contagion pour que les écoles aient «leur» dynamique bien à elles, qui ne serait donc pas qu'un reflet complètement passif de la transmission communautaire générale. Mais, d'autre part, ce n'est pas suffisant pour (re)démarrer une flambée chez les ados et les adultes.

Du moins «pas encore», me répondront certains. Et c'est vrai qu'on n'a peut-être pas encore assez long de données pour le voir, disons-le. Mais le hic, ici, c'est qu'on risque de ne jamais le savoir parce qu'avec le déconfinement qui va commencer bientôt dans quelques régions, si les cas repartent à la hausse, il sera probablement très difficile, sinon impossible, de distinguer le rôle du relâchement de celui des écoles.

COVID-19 : nouveaux cas quotidiens par groupe d'âge (1er janvier = 100)

(moyenne mobile des 7 derniers jours)



DONNÉES : INSPQ. INFOGRAPHIE : LE SOLEIL

III ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vers un retour « graduel » et très variable

Québec laissera une marge de manœuvre aux cégeps et aux universités pour déterminer comment permettre aux étudiants de les fréquenter

**GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR**

Le retour des étudiants sur les campus du Québec se fera de manière très « graduelle », et surtout très différente d'un établissement à l'autre, annoncera jeudi le gouvernement Legault. Et ce sont là deux conditions que les intervenants jugent essentielles pour que l'opération réussisse.

« Il faut absolument de la souplesse, pour que chaque établissement puisse déterminer » comment concrétiser la volonté exprimée mardi par le premier ministre Legault, estime Bernard Tremblay, p.-d.g. de la Fédération des cégeps du Québec.

« On est favorables au principe d'un retour en classe, mais c'est clair qu'il va falloir de la flexibilité » dans le plan gouvernemental qui sera présenté jeudi, ajoute Caroline Quesnel, présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ).

Au cabinet de la ministre de l'Ensei-

gnement supérieur, Danielle McCann, on indique que le mot clé de l'annonce de jeudi sera « graduel ». « Il y a des endroits qui seront prêts plus rapidement que d'autres et d'autres endroits où ce sera plus délicat et compliqué de mettre en vigueur l'idée d'avoir plus de présentiel », relève-t-on.

La marge de manœuvre laissée aux établissements sera « importante ». « Les cégeps et les universités sont très autonomes. L'approche en est une de partenariat, et non de coercition », dit-on.

« Ce sera un peu un retour à ce qu'on a vécu à la rentrée en septembre, pense Caroline Quesnel. Ça s'est vécu de manière très différente à l'intérieur des établissements. Je m'attends à une asymétrie aussi grande. »

Carré de sable

Ce qu'annoncera jeudi la ministre McCann viendra donc « délimiter un carré de sable » à partir duquel les établissements pourront travailler, laisse entendre le cabinet. Mardi, François Legault avait expliqué que le gouvernement va « donner comme objectif » que les étudiants peuvent « aller au moins une fois par semaine » dans les cégeps et les universités, cela sur une base volontaire.



« La question qui va se poser, c'est : combien de personnes de plus pourrions-nous accueillir en présence ? De quelle manière cela va-t-il se faire ? À quelle fréquence ? » se demandait mercredi Magda Fusaro, rectrice de l'UQAM.

Pour Bernard Tremblay, « le fait qu'on parle d'un souhait ou d'un objectif » doit être « salué ». Parce qu'une règle « trop rigide » serait à ses yeux impossible à appliquer. « Il y a beaucoup d'étudiants qui sont hors région, il y a des professeurs qui ont des problèmes de santé physique, il y a plusieurs cas particuliers qui devront être considérés. »

Mais les possibilités ne manquent pas non plus, ajoute-t-il. « On ne parle pas nécessairement de donner des cours en présence. Ça pourrait être de permettre aux étudiants de faire des travaux d'équipe — pour répondre aux préoccupations sur la socialisation et l'isolement — dans un local adapté », donne-t-il comme exemple.

La cheffe du Département de santé publique et de médecine préventive de l'Université de Montréal, Marie-France Raynault, favorise une approche où les universités offriraient essentiellement deux types de présence. D'abord, la « possibilité de venir sur le campus, sur réservation, pour faire des travaux d'équipe ou des activités à caractère pédagogique ».

Dans ces conditions, le respect des règles sanitaires ne poserait pas de problème, dit-elle. « Ils seront en petits groupes de six étudiants maximum, dans des locaux où les places seront clairement identifiées pour faire en sorte que la distanciation soit bien respectée. Et à l'intérieur de l'université, le port du mas-

que chirurgical sera exigé. »

Outre cela, M^{me} Raynault pense que « certains étudiants pourront se joindre à des cours en présentiel » et que les professeurs « pourraient rencontrer sur rendez-vous un petit groupe d'étudiants qui voudraient discuter d'un travail ». Mais encore là, « ce sera assez encadré. Il n'y aura pas d'activités parascolaires, l'offre de restauration sera réduite à un *take out*, les installations sportives en zone rouge resteront fermées ».

Autre option possible : les cours « co-modaux », où le professeur est en classe face à un nombre limité d'étudiants, alors que les autres étudiants de la classe sont en ligne depuis leur domicile.

Pas une « porte ouverte »

« C'est une ouverture, mais ce n'est pas une porte ouverte », souligne M^{me} Raynault. Ainsi ne croit-elle pas que le retour graduel des étudiants sur les campus entraînera une augmentation de la propagation du virus. « Jusqu'à présent, les universités ont fait preuve de beaucoup de sérieux dans la mise en place des mesures, dit-elle. Je ne suis vraiment pas inquiète par ce qui se passe dans les salles de cours. Ce qui me fait le plus peur, ce sont les rassemblements à l'extérieur. »

La microbiologiste et infectiologue du CHUM Cécile Tremblay pense de son côté « que ce déconfinement des universités [n'était pas] nécessaire à ce stade-ci ». Le fait de mettre « plusieurs centaines d'étudiants dans les classes — des jeunes qui, par nature, aiment les rassemblements — et l'utilisation accrue des transports en commun pourraient contribuer à augmenter la transmission communautaire », estime-t-elle.

Avec Marco Fortier

Ce sera un peu un retour à ce qu'on a vécu à la rentrée en septembre.

Ça s'est vécu de manière très différente à l'intérieur des établissements.

Je m'attends à une asymétrie aussi grande.

CAROLINE QUESNEL



Cégeps et universités

Demi-classes et masque de procédure obligatoire

GENEVIÈVE LAJOIE
Bureau parlementaire

Rivés à leur écran d'ordinateur depuis des mois, les étudiants des cégeps et des universités pourront retourner en classe graduellement à compter du 8 février. Le masque de procédure devra cependant être porté en tout temps et la capacité d'accueil des classes sera limitée à 50 %, a appris *Le Journal*.

La ministre Danielle McCann autorisera aujourd'hui les établissements d'enseignement supérieur à offrir des cours en présence aux cégépiens et aux universitaires. Actuellement en zone rouge, seuls quelques laboratoires et examens peuvent se tenir en personne.

Devant la détresse grandissante des jeunes, le gouvernement demande aux cégeps et universités d'offrir des activités pédagogiques en classe plusieurs fois par mois aux étudiants qui le veulent, idéalement une fois par semaine.

La présence ne sera pas obligatoire, mais ceux qui resteront à la maison devront pouvoir suivre à distance le cours qui sera donné par l'enseignant dans la salle de classe.

MASQUES FOURNIS AUX ÉTUDIANTS

Le port du masque de procédure sera exigé et les consignes de distanciation physique devront être respectées, à la fois dans les classes et dans les aires communes. Québec fournira aux cégeps et universités les masques de procédure destinés aux étudiants, selon nos informations.

Puisque les établissements d'enseignement sont autonomes, la gestion de cette réouverture partielle leur revient.

Le nombre de jeunes devant être réduit de moitié dans les salles de classe et les amphithéâtres, le gouvernement souhaiterait néanmoins que la priorité soit donnée aux étudiants avec des difficultés d'apprentissage, avec un handicap, de même qu'aux premières années.

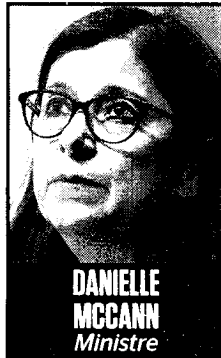
DÉFI

À Québec, on est conscient du défi que ce virage représente pour les cégeps et les universités, surtout au beau milieu de la session. « Mais il faut que les étudiants voient que la lumière s'en vient », plaide-t-on, en coulisses.

Le gouvernement anticipe donc que l'offre de cours en présentiel s'amorcera plus lentement dans certains cégeps et universités, où l'organisation est plus difficile en raison par exemple de la configuration d'un établissement.

Mais François Legault, qui avait vendu la mèche en début de semaine, a déjà prévenu que son gouvernement veillera au grain.

« Au début, ça va être sur une base volontaire. Mais je suis en discussion avec Danielle McCann, on veut s'assurer que les étudiants aient la possibilité le plus vite possible de retourner au moins une fois par semaine au cégep ou à l'université. Donc, on va suivre ce qui se fait dans chaque cégep, chaque université », a-t-il glissé mardi, durant sa conférence de presse axée sur les assouplissements à venir.



Chiquer la guenille

MICHEL DAVID



Le rôle de l'opposition n'est jamais aussi ingrat que lorsqu'elle se retrouve dans l'obligation de critiquer des décisions du gouvernement qu'elle sait pertinentes et largement approuvées par la population. Au lendemain de l'annonce de l'assouplissement des mesures sanitaires, elle a fait de louables efforts pour y trouver des lacunes, mais certains donnaient plutôt l'impression de chiquer la guenille.

Le prix du meilleur chiqueur revient sans doute au député des Îles-de-la-Madeleine, Joël Arseneau, selon lequel les nouvelles dispositions applicables en zone orange constituent rien de moins qu'une « trahison » envers les régions, dont les efforts ont permis de réduire considérablement, voire d'éliminer, les nouveaux cas de COVID-19. En région comme à Montréal, les Québécois ont hâte de retrouver une vie plus normale, mais il y a là un excès de langage qui est presque risible.

Le leader parlementaire de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, a eu l'élégance de reconnaître que ce « petit déconfinement » constitue une « bouffée d'air frais » que lui-même appréciera, tout en soulignant que les travailleurs de la santé n'auront pas de répit pour autant. Il a cependant poussé le bouchon un peu loin en comparant le refus d'établir des barrages policiers pour empêcher la circulation entre les régions rouges et orange aux interminables tergiversations de Justin Trudeau sur les vols internationaux, mais on ne peut pas empêcher un politicien de faire de la politique.



La cheffe du PLQ, Dominique Anglade a choisi un autre angle d'attaque et réclame que le gouvernement profite de la semaine de relâche pour organiser un « sommet » sur la réussite scolaire. Tous conviendront que la pandémie a mis le réseau de l'éducation à rude épreuve et que les mesures mises de l'avant n'ont pas toujours été adéquates. L'idée n'est pas mauvaise en soi et il faut certainement faire en sorte que les bouleversements de la dernière année ne compromettent pas la suite des choses pour les élèves, mais une crise sanitaire sans précédent est-elle le meilleur moment pour tenir un sommet ? Le bras de fer en cours entre le gouvernement et les syndicats représentant les enseignants, qui envisagent la possibilité d'une grève générale illimitée, n'améliorerait certainement pas le climat.

M^{me} Anglade a demandé au premier ministre d'intervenir personnellement dans les négociations pour le renouvellement des conventions collectives. « Il n'y a rien de concret à la table de négociation », se désole la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSQ), Josée Scalabrini. Alors que personne ne peut savoir exactement quel sera le coût de la pandémie, cela surprendra-t-il quelqu'un ?

Le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) Sylvain Mallette, a sans doute raison de dire que « le gouvernement se sert de la pandémie pour dire que les coffres sont vides ». Raison de plus pour attendre qu'elle soit passée. Il est évident qu'elle impose aux enseignants des conditions de travail très difficiles, mais un homme de l'expérience de M. Mallette ne peut certainement pas s'imaginer que le déclenchement d'une grève dans les circonstances actuelles leur vaudrait une once de sympathie dans la population.

S'il pensait réellement ce qu'il disait, on ne peut que s'étonner de la naïveté dont M. Legault a fait preuve au début de la pandémie, quand il a demandé au président du Conseil du trésor de l'époque, Christian Dubé, de lancer un blitz de négociations afin d'en arriver à une entente avec l'ensemble des employés du secteur public.



Le réconfort que procure le relâchement des mesures sanitaires devrait suffire à convaincre de la nécessité de tout faire

pour éviter un reconfinement. À cet égard, les reproches que les partis d'opposition ont adressés au gouvernement au cours des dernières semaines demeurent tout à fait justifiés. Son hésitation à utiliser les tests rapides demeure difficile à comprendre. Malgré la promesse faite par le premier ministre il y a deux semaines, les avis de la Santé publique n'ont toujours pas été rendus publics et on ne sent pas un grand empressement de la part du gouvernement. Qu'il en ait d'abord nié l'existence autorise tous les soupçons.

Dans l'immédiat, il faut s'assurer que la semaine de relâche ne compromette pas les efforts des dernières semaines. Si l'interdiction des vols vers les destinations soleil et le resserrement de la quarantaine contribueront sans doute à éviter la flambée de l'année dernière, la plus grande vigilance demeure de mise. M. Legault a indiqué que de nouveaux assouplissements pourraient être annoncés le 22 février, mais il serait imprudent de lever le couvre-feu alors que des centaines de milliers d'élèves se retrouveront en vacances. La plus grande « trahison » dont le gouvernement pourrait se rendre coupable serait précisément de ruiner dans la dernière ligne droite les efforts qu'il a demandés à la population depuis un an.

Au lendemain de l'annonce de l'assouplissement des mesures sanitaires, l'opposition a fait de louables efforts pour y trouver des lacunes, mais certains donnaient plutôt l'impression de chiquer la guenille

Tenir bon

EMILIE NICOLAS



T

u n'en peux plus.

Comme tout le monde, tu vis avec la pandémie, le confinement, le couvre-feu.

Mais pendant qu'à la télé on parle des *snowbirds* fâchés contre les restrictions sur les voyages, toi, il y a ta mère, ton oncle, ta cousine, tes voisins qui sont sur la ligne de front depuis des mois. En CHSLD, dans les hôpitaux, comme préposés aux bénéficiaires ou à l'entretien ménager. Ou encore à l'usine de transformation alimentaire, ou dans les entrepôts.

Pas facile d'avoir accès à du temps de qualité avec les adultes autour de toi. Pour certains, il y a les navettes qu'ils doivent attraper aux petites heures pour se rendre à leur quart de travail, loin là-bas. D'autres sont pris dans le transport en commun, qui prend une heure et demie pour les amener au centre-ville. Trois heures de vie, aller-retour, prises à la famille et à la communauté, chaque jour. On parle d'amener une ligne de métro rose à Montréal-Nord depuis des années. Mais c'est vraiment loin d'être fait.

Pas facile non plus de rester concentré à l'école. Au printemps dernier, ça a tout pris pour que ton centre de services scolaire s'ancre dans la réalité de ton quartier, où ce n'est pas tout le monde qui a accès à Internet à la maison, et encore moins à un ordinateur portable ou à une tablette. Quand une classe doit entrer en quarantaine parce qu'un élève a attrapé la COVID, ça désorganise encore le rythme de l'apprentissage, encore un an plus tard. Tu sens les jeunes autour de toi qui glissent, qui se démotivent et qui savent très bien que, dans le collège privé là-bas, ou même dans les écoles publiques de gentilles banlieues, ça ne se passe pas comme ça.

Vous n'avez pas de grand salon ou de cour extérieure privée pour discuter ensemble. Donc, vous vous retrouvez dans les parcs, ou dans une ruelle, ou sur le terrain d'un restaurant de *fast-food*, ou même à la bibliothèque. Partout, on vous fait souvent sentir qu'on dérange.

Même si tu as ce qu'il faut, en théorie, pour faire tes devoirs, la réalité est plus complexe. Peut-être que tu as faim. C'est que le nord-est de Montréal-Nord est un désert alimentaire et que se rendre à l'épicerie en autobus avant le couvre-feu, avec les horaires de travail de tes parents, ce n'est pas toujours évident. Ou peut-être que ta famille est trop nombreuse pour ton petit logement, et qu'il est difficile d'y trouver un coin tranquille. Et peut-être que cet appartement fait partie des nombreux édifices du secteur où il y a des problèmes de moisissures dont le proprio ne s'occupe pas. Bref, tu respirez mal. Mais sortir, c'est compliqué. Et pas qu'à cause de la pandémie.

Même avant que les problèmes de la COVID-19 entrent dans ta vie, il n'était pas facile de circuler dans le quartier et de passer du temps avec tes amis. Vous n'avez pas de grand salon ou de cour extérieure privée pour discuter ensemble. Donc, vous vous retrouvez dans les parcs, ou dans une ruelle, ou sur le terrain d'un restaurant de *fast-food*, ou même à la bibliothèque. Partout, on vous fait souvent sentir qu'on dérange. Si ce ne sont pas les gardiens de sécurité, ce sont les policiers, qui vous interpellent pour tout ou pour rien. Le sentiment d'être coincé est amplifié depuis la pandémie. Vraiment, tu n'en peux plus.

Tu n'en peux plus, mais tu n'as pas le droit de ne plus en pouvoir. Si tu perds patience ou exprimes ta colère ou laisses la frustration bouillir en toi devant la mauvaise personne, ta vie peut en être bouleversée. Un jeune d'un autre quartier serait perçu comme un ado en détresse, qui a besoin de soutien psychologique ou financier. Toi, il y a plus de chances que tu sois vu comme un jeune à risque, prêt à sombrer dans la délinquance, ou qu'on te colle un dossier qui te suivras toute ta vie. Les autres peuvent avoir des problèmes de santé. Toi, tu te bats pour ne pas être étiqueté comme un problème de sécurité. Tu es encore un enfant, mais tu dois avoir le contrôle de soi d'un adulte déjà particulièrement mature.

Et c'est vrai qu'il y en a, des problèmes de sécurité. Avec la pandémie et la crise économique, de plus en plus de gens développent des dépendances en lien avec leur anxiété et leur mal d'être. Qui dit plus de substan-

ces en circulation dit plus de revendeurs, et donc plus de rivalités et de transactions qui peuvent mal virer.

Tu entends des voix qui s'élèvent pour demander plus de présence policière pour répondre à la crise. Tu ne doutes pas que le gouvernement va agir rapidement, même au risque de t'étouffer encore un peu plus. Tu as attendu toute ta vie que vienne le temps d'offrir des logements abordables, ou d'améliorer le transport en commun, ou de veiller à la sécurité alimentaire, ou d'amener Internet dans les foyers, ou de développer des espaces verts, ou de renvoyer cet enseignant qui pourrissait la vie des jeunes à Henri-Bourassa, ou de développer une stratégie de prévention en santé mentale qui prenne en compte les réalités de ton quartier, ou de financer correctement les organismes qui tiennent le filet social à bout de bras, ou de combler le manque de médecins de famille, ou d'ouvrir une clinique de proximité pour la santé communautaire du nord-est de Montréal-Nord. Mais lorsqu'il y a des coups de feu, tout de suite, l'État répond présent, avec ses agents. Pour ça, il y a toujours de l'argent. Tu n'en peux plus non plus des doubles standards.

C'est février, et on va célébrer tous les jours des personnalités plus grandes que nature qui ont façonné l'Histoire des Noirs. Toi, chaque matin, malgré les forces sociales qui t'étouffent, tu continues à sortir du lit et à tenir bon, pour les gens autour de toi qui tiennent aussi bon pour toi. Tu n'as peut-être pas ton visage sur une affiche. Mais tu mérites tous les honneurs parce que tu restes debout, et que tu continues de foncer.

laTribune

1,7 million de masques souillés du secondaire iront au dépotoir

CLAUDE PLANTE

La Tribune

Les masques souillés qui auront été utilisés par les élèves du secondaire des écoles du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) prendront le chemin du dépotoir.

Le CSSRS a annoncé mercredi qu'il mettra quelque 1,7 million de masques chirurgicaux à la poubelle, de façon sécuritaire, dans un sac scellé et déposera ceux-ci dans un contenant à déchets fermé.

Depuis la rentrée de janvier 2021, chaque élève du secondaire du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke reçoit deux masques chirurgicaux par jour. L'utilisation de ces masques dans le secteur de l'éducation découle d'une directive de la Santé publique, précise-t-on dans un communiqué de presse.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a récemment invité les centres de services scolaires du Québec à choisir entre l'élimination ou la récupération pour disposer de ces masques.

Depuis le début de la pandémie, la question de la suite à donner aux masques souillés a été soulevée à plusieurs reprises.

«Le meilleur moyen»

Préoccupé par la quantité importante de masques chirurgicaux envoyés à la poubelle, la direction du CSSRS a tenté de trouver une façon de les recycler. Ses recherches l'ont finalement amené à se conformer aux recommandations du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED).

«Cet organisme fait en effet valoir que l'enfouissement pur et simple du masque représente le meilleur moyen de laisser la plus petite empreinte écologique», précise-t-on.

«Le CSSRS a constaté, au fil de ses recherches et de ses discussions auprès d'entreprises spécialisées et de Recyc-Québec, qu'il était impossible d'obtenir de l'information et des garanties permettant de lui assurer la traçabilité des matières récupérées des masques, telles que l'endroit où

elles sont envoyées et les procédés utilisés pour leur revalorisation complète.»

Devant l'impossibilité de connaître l'impact environnemental positif réel, le CSSRS a ainsi décidé d'opter pour l'enfouissement de ses masques chirurgicaux.

Toutefois, «si le ministère de l'Éducation ou un autre organisme gouvernemental devait mettre en place, pour les centres de services scolaires, une solution écoresponsable pour la réutilisation ou le recyclage des masques jetables, le CSSRS s'engage à réévaluer sa position en fonction de l'évolution de la situation», assure-t-on.



Code de couleurs

Québec refuse de rendre publics ses critères

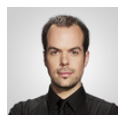


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

De gauche à droite: le D^r Horacio Arruda, François Legault et Christian Dubé

(Québec) Le gouvernement Legault a rejeté formellement une demande du Parti québécois visant à rendre publics les nouveaux critères de santé publique derrière son code de couleurs.

Publié le 3 février 2021 à 11h34 | Mis à jour à 11h37



TOMMY CHOUINARD
LA PRESSE

Au Salon bleu mercredi avant-midi, le député péquiste Joël Arseneau a présenté une motion déplorant que le gouvernement n'ait pas déposé un tableau actualisé de son système d'alertes régionales et n'ait pas précisé les critères menant à un changement de palier (de la zone rouge à la zone orange, par exemple).

Avec sa motion, le PQ voulait ainsi que « l'Assemblée nationale demande au gouvernement de faire preuve de transparence et de cohérence en rendant public le tableau actualisé avec les critères de santé publique et les mesures sanitaires associées à chacune des zones de couleur du système d'alertes régionales, soit pour la zone verte, jaune, orange et rouge ».

Or, le gouvernement Legault a refusé le dépôt de cette motion – il faut l'accord des partis pour qu'une motion soit déposée, débattue et ensuite soumise au vote. Le leader parlementaire adjoint du gouvernement, Éric Caire, a signifié que la députation caquiste ne donne pas son consentement au dépôt.

Québec [présente sur un site web](#) les différentes mesures qui entreront en vigueur pour les zones orange et rouge à compter du 8 février.

Mais les critères précis pour changer de palier demeurent flous. Quand l'une ou l'autre des II régions en zone rouge, où vit 90 % de la population, pourrait-elle passer

en zone orange ? « Suivez la situation des hôpitaux », indiquait François Legault mardi. En particulier le pourcentage de délestage des interventions chirurgicales. « C'est ça, le critère qui va être important dans les prochaines semaines », ajoutait-il.

« Important », peut-être, mais pas le facteur le plus déterminant et certainement pas le seul, selon ce que l'on a pu constater.

Dans l'ensemble du Québec, les hôpitaux font en moyenne 34 % d'opérations de moins qu'en temps normal (cela signifie qu'environ 700 personnes par jour sont victimes du délestage). Toutes les régions font du délestage – donc aucune, même parmi celles qui sont passées en zone orange, n'est à 0 %.

Or, des régions qui demeurent en zone rouge font moins de délestage que certaines qui sont maintenant en zone orange. Voici les statistiques que *La Presse* a pu obtenir :

- Saguenay – Lac-Saint-Jean : 44 %

- Outaouais : 40 %

- Montréal : 31 %

- Bas-Saint-Laurent : 28 %

- Capitale-Nationale : 26 %

Bref, le gouvernement tient compte du délestage dans le changement de palier d'alerte, mais d'autres facteurs doivent manifestement entrer en ligne de compte.

« Il y a le nombre de cas, c'est sûr, il y a le nombre d'éclosions, il y a le nombre de cas déclarés actifs, les capacités hospitalières, et aussi, on ne se le cachera pas, la situation dans les zones limitrophes pour éviter des déplacements pour venir réensemencer des zones qui sont adéquates actuellement », expliquait le D^r Horacio Arruda.

Il ajoutait : « Il y a aussi une menace qui pourrait émerger, même du Québec ou d'ailleurs, ce sont des nouveaux variants. Donc, les nouveaux variants, on fait une surveillance active actuellement. On a huit cas potentiels de la souche de la Grande-

Bretagne et ce nouveau variant, on est à le surveiller de façon intensive. Ça, ça pourrait venir changer la donne. En fonction de l'analyse qui va se passer au cours des prochaines semaines, on verra, à ce moment-là, quelles sont les régions rouges qui pourront redevenir à l'orange ».

De son côté, le ministre Christian Dubé reconnaissait que si, par exemple, Québec affiche une tendance à la baisse, « on n'a peut-être pas eu la stabilité dans l'ensemble des indicateurs qui nous permet de changer » la région de palier.

Les régions qui passeront en zone orange à compter du 8 février sont la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec. Il y a très peu, sinon aucun nouveau cas de COVID-19 dans ces régions depuis quelques jours.

Dans une entrevue au quotidien *Le Droit*, le ministre responsable de l'Outaouais, Mathieu Lacombe, a déclaré que la région est « vraiment très près [...] de passer au orange » et que « ça pourrait arriver dans les deux prochaines semaines ».

« Certes, le nombre de cas actifs, le nombre de nouveaux cas et les éclosions sont considérés. Mais on regarde aussi la capacité de notre réseau de santé et on regarde l'emplacement géographique, dit-il. On est collés sur Ottawa, [il y a] 1,5 million de personnes au total dans notre grande région, donc on ne peut pas se comparer au Saguenay, ce n'est pas la même chose. On ne s'arrête pas juste aux colonnes de chiffres. Il faut aussi exercer un jugement et c'est ce que la santé publique a fait », a-t-il ajouté.

L'Outaouais compte environ 10 nouveaux cas par jour ces temps-ci. Quatre personnes sont hospitalisées, selon les données diffusées par le CISSS de cette région. Il y a une tendance à la baisse à Ottawa, en Ontario, province où l'on s'inquiète par ailleurs de l'arrivée de variants du coronavirus.

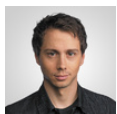


Petit guide de la gérance d'estrade



L'opposition existe encore à l'Assemblée nationale, et elle aimerait qu'on le sache. Mais il y a une différence entre la visibilité et la pertinence.

Publié le 4 février 2021 à 6h00



PAUL JOURNET
LA PRESSE

Être vu, c'est bien. Le faire en restant crédible, c'est encore mieux. Passer à la télé n'est pas garant de succès – si c'était le cas, l'ADQ aurait gagné les élections de 2008...

Avec le retour à l'Assemblée nationale, ce piège guette les partis de l'opposition. On l'a vu mercredi avec le Parti québécois.

Depuis le début de la crise, les péquistes demandent au gouvernement d'écouter la Santé publique. Mais quand le D^r Arruda leur déplait, leur message change. Ils disent à la Santé publique : écoutez les *autres* scientifiques.

La logique est dure à suivre. Par contre, elle est commode. Étant donné le nombre de chercheurs sur la planète, on en trouvera toujours un pour contredire les autres.

Mercredi, le chef Paul St-Pierre Plamondon réclamait que les gyms rouvrent. Il a raison, l'activité physique aide à la santé mentale, mais le sport peut aussi se pratiquer ailleurs. Faut-il prendre ce risque ? Je ne sais pas.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, au premier plan, et le chef parlementaire de sa formation, Pascal Bérubé

Pour l'affirmer avec une telle assurance, il faut fournir des preuves aussi crédibles que celles exigées du gouvernement.

Déterminer précisément le nombre de gens contaminés au gym est difficile. Et même si les cas passés étaient rares, il pourrait néanmoins y en avoir à l'avenir. Il n'y a pas d'indicateur chiffré simple pour prédire la probabilité d'éclosions. On est dans la gestion de risque. Dans la prévention basée sur le gros bon sens : plus il y a de contacts, plus le risque de transmission augmente.

On ne veut pas tout interdire ni tout permettre, alors des choix doivent être faits en tranchant dans le gris.

Cela se discute. Or, le PQ dépeint un monde en noir et blanc. « Essayez de comprendre une quelconque cohérence scientifique dans ce qui se passe en ce moment. [...] Essayez de comprendre pourquoi on favorise les musées par rapport aux centres de conditionnement physique, essayez de comprendre quoi que ce soit », dénonce son chef.

J'utilise cet exemple parce qu'il détonnait lors de la rentrée parlementaire. Mais dans les derniers mois, les libéraux et les solidaires auraient aussi pu être accusés de la même chose.

D'ailleurs, la cheffe libérale Dominique Anglade n'avait pas gagné un concours de modération, l'automne dernier, quand elle avait accusé Québec de menacer rien de moins que « la paix sociale ».

Depuis son élection, le PQ forme une aile parlementaire redoutable. Ses députés sont rigoureux et efficaces. C'est grâce à eux, par exemple, qu'on a appris que la Santé publique n'avait pas recommandé – ni déconseillé – la fermeture des restaurants.

Mais il y a un danger à aller trop loin. Exposer la confusion du gouvernement, c'est utile. La créer soi-même, c'est moins constructif.

Si on transforme les avis du D^r Arruda en parole d'Évangile dans un dossier, en implorant de les rendre publics, pourquoi les banaliser quand ils ne plaisent pas ?

J'interromps la programmation régulière de cette chronique pour rappeler une évidence. Je le sais, le terme « gérant d'estrade » s'applique aussi très bien – et même mieux – à un chroniqueur comme moi.

Sur ce, poursuivons tous ensemble avec la même cible dans le front.

Même durant la pandémie, l'opposition joue un rôle important.

Elle peut proposer des solutions, comme l'a fait la libérale Marwah Rizqy avec son projet de sommet sur la réussite éducative. Une autre excellente idée de sa part, qui pourrait être reprise par le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge.

Elle peut aussi forcer le gouvernement à s'expliquer. Car il est vrai que les avis de la Santé publique font parfois l'objet d'un débat parmi les scientifiques. Par exemple, pourquoi les purificateurs d'air et les tests rapides sont-ils recommandés ailleurs, mais pas ici ?

Ce qu'on nomme « la science » est moins un ensemble de certitudes qu'une méthode de recherche de la vérité. L'opposition fait son boulot en relayant les critiques rationnelles des experts. Mais elle va trop loin quand elle fait une collecte sélective de l'info pour ne retenir que ce qui contredit le gouvernement, en maquillant en certitude ce qui devrait être présenté en nuances de gris.

Le combat contre la COVID-19 ne relève pas de la science pure ou de la technocratie. Les choix dépendent aussi de valeurs. Pour trouver le « bon » équilibre entre les avantages et inconvénients, il faut trancher en fonction de valeurs et principes.

Par exemple, pour le couvre-feu et les sans-abri, dans le doute, François Legault a davantage écouté les policiers que les intervenants communautaires. Il a suivi ses réflexes politiques, avec le résultat que l'on connaît.

Une bonne gestion de crise dépend de la compétence, de la cohérence, de la transparence et de l'empathie. Le gouvernement doit être surveillé sur ces quatre fronts.

Il y a donc une place pour la politique, mais pas pour le politicaillage. De toute façon, cela n'ira pas très loin...

L'opposition traverse un moment ingrat. C'est durant une crise que Lucien Bouchard (verglas), Pauline Marois (Lac-Mégantic) et Philippe Couillard (inondations) ont atteint leur sommet de popularité, et cela se répète avec François Legault. Mais comme les autres, il va redescendre. Au moins un peu.

À court terme, l'opposition a peu de chances d'écarter le gouvernement caquiste. Cet hiver, la crise lui offre moins une chance de marquer des points que de se définir.

Et parfois, la modération a meilleur goût.

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.

Savoir et comprendre, plus essentiel que jamais.

Pour que tous les Québécois puissent accéder gratuitement à une source fiable d'information, peu importe leurs moyens, merci de nous soutenir au bénéfice de tous.

Je soutiens La Presse

laTribune

« Nous ne sommes pas des experts en récupération de masse »

SABRINA LAVOIE
La Tribune

Devant l'impossibilité de connaître l'impact environnemental positif réel des processus de récupération proposés par les entreprises spécialisées, le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) opte pour l'enfouissement. Il s'engage toutefois à réévaluer sa position dans les prochains mois.

« Il faut comprendre qu'on ne cherche pas juste une façon de nous débarrasser d'un nombre important de masques souillés », indique Donald Landry, secrétaire général et directeur des communications du CSSRS.

Depuis la rentrée en janvier, chaque élève du secondaire reçoit deux masques chirurgicaux par jour. Au total, près de 85 millions de masques jetables seront distribués dans le réseau scolaire québécois d'ici la fin des classes, dont près de 2 millions à Sherbrooke.

« Nous voulons que la récupération soit fait de manière intelligente et à un prix somme toute raisonnable, ajoute M. Landry. Jusqu'à maintenant nos recherches montrent que les processus ne sont soit pas 100 % environnemental, soit trop onéreux. Mais nous ne sommes pas des experts en récupération de masse », rappelle-t-il.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a récemment fait savoir que les dépenses engagées par les centres de services scolaires pour récupérer les masques jetables des élèves seraient remboursées. Les détails de cette annonce n'ont toujours pas été dévoilés, toutefois, une liste des récupérateurs proposée par Recyc-Québec a été portée à leur attention.

Certaines entreprises proposent l'incinération afin de générer de la vapeur et de l'électricité alors que d'autres, comme Medsup Canada à Magog, offrent de transformer les composants du masque. Cette méthode permettrait notamment de recycler les masques à 98% selon l'entreprise.

Les informations fournies par ces entreprises privées et les procédés qu'elles emploient ne font toutefois l'objet d'aucune vérification de la part de Recyc-Québec ou d'un tiers indépendant. Certaines d'entre elles ne sont

également pas en mesure de répondre à certaines exigences en matière de traçabilité et de transparence.

« C'est un marché en constante évolution et nous ne voulons pas apprendre dans un an que nos masques sont entreposés dans une usine sans garantie qu'ils seront vraiment récupérés. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre d'analyser tous les processus chaque semaine. Si une solution écoresponsable et raisonnable s'offre à nous, nous allons revoir notre position », assure M. Landry.

Une certification pour le recyclage?

Le spécialiste en gestion des matières résiduelles à l'Université de Sherbrooke, Mario Laquerre, se réjouit de voir que les organismes posent des questions avant de faire confiance aux diverses entreprises qui se disent spécialisées en récupération de masques.

« Je ne peux m'avancer sur les différents processus proposés par ces entreprises, mais la réalité c'est qu'on n'a aucune certitude. Les certificats de recyclage, ça n'existe pas », déplore le rudologue.

Selon lui, un système officiel et gouvernemental qui certifierait ce que les entreprises font avec les matières permettrait aux organismes, tout comme à l'ensemble des citoyens, de faire des choix plus éclairés. « Les requins dans le domaine du recyclage, ça existe », affirme M. Laquerre.

« Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke a le réflexe de vouloir valider ce qu'il fait concrètement et ça, c'est très intéressant, indique M. Laquerre. Avant, le simple fait d'envoyer les matières résiduelles quelque part nous paraissait acceptable. On est ailleurs maintenant. On pose des questions et c'est une très bonne chose », admet-il.

M. Laquerre rappelle par ailleurs que les masques chirurgicaux ne représentent qu'une minime partie du problème de gestion des matières résiduelles au Québec.

« C'est désolant que les masques ne soient pas recyclés

en ce moment, mais ce n'est pas du tout la priorité. Il y a encore près de trois millions de tonnes de matières organiques qui sont jetées annuellement au Québec et qui ne sont pas compostées. Ces matières produisent des biogaz qui détruisent l'environnement. Elles représentent un bien plus grand danger que les masques à l'heure actuelle », explique-t-il.

« Avant de se lancer dans la récupération des masques, les organismes doivent revoir l'ensemble de leur gestion des matières résiduelles et faire des choix qui sont cohérents. »

laTribune

Maintien de la semaine de relâche : « une bonne nouvelle pour les élèves »

SABRINA LAVOIE

La Tribune

« Pour le bien des jeunes », les enseignants et les parents de la région de l'Estrie accueillent favorablement l'annonce du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, de maintenir la semaine de relâche en mars.

La question d'annuler ou non la semaine de relâche a fait l'objet de débats dans les dernières semaines. L'argument du rattrapage scolaire ajouté à la crainte d'une recrudescence des cas de COVID-19 n'a toutefois pas balayé celui de l'épuisement généralisé chez les jeunes.

« C'était la bonne décision à prendre pour les élèves et pour la qualité des apprentissages », pense Richard Bergevin, président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE).

« À ce moment de l'année, il y a toujours une fatigue qui s'installe, ajoute-t-il. C'est un besoin que l'on ressent chez les élèves de prendre une pause d'autant plus qu'avec la pandémie, la fatigue est doublement présente. »

M. Bergevin rappelle par ailleurs que l'annulation des examens ministériels de fin d'année, tant au primaire qu'au secondaire, permettra de gagner quelques jours supplémentaires d'enseignement dans le calendrier scolaire.

« Chaque région a son contexte particulier, rappelle-t-il. On comprend que les parents puissent s'inquiéter des retards accumulés. C'était important d'un point de vue démocratique qu'on ait cette discussion, mais nous sommes d'avis que d'enlever cette semaine de repos bien mérité aurait été une erreur. »

Moments de qualité en famille

Le président de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), Kévin Roy, se dit également soulagé d'apprendre que les enfants ne seront pas « pénalisés » par l'annulation de la semaine de relâche.

« Les jeunes en ont besoin. Son retrait aurait eu un impact sur leur motivation », croit-il.

« Depuis le début de la pandémie, les enfants sont davantage à la maison auprès de leurs parents, mais ils sont aussi constamment poussés par les devoirs et les cours en ligne. Ils ont besoin, tout comme les parents et les enseignants, d'un moment pour décrocher et passer du temps de qualité en famille », mentionne le résident de Coaticook aussi père de deux enfants d'âge scolaire.

Par ailleurs, comme la situation diffère d'une région à une autre (rappelons que les élèves de la région de Montréal et de la Montérégie n'ont pas réintégré leurs classes à la fin de la précédente année scolaire), M. Roy croit qu'il est important de laisser les centres de services scolaires adapter leur calendrier en fonction de leur réalité.

Rappelons que le ministre de l'Éducation était en mesure d'ordonner un décret en vertu de la Loi sur la santé publique considérant que le maintien de la semaine de relâche puisse avoir des répercussions sur l'évolution du nombre de cas de COVID-19.

laTribune

L'Estrie se mobilise pour tisser le filet social de ses enfants

MARIE-CHRISTINE BOUCHARD

La Tribune

Le CIUSSS de l'Estrie-CHUS et ses partenaires ont dévoilé mercredi la nouvelle mouture du Plan d'action pour les jeunes et leur famille. Objectif : mieux travailler en réseau, abolir les silos, pour tisser un filet de protection sociale plus efficace que jamais autour des enfants, et ce, dès l'annonce de la grossesse.

« Ce document concerté annonce les prochains engagements du milieu pour tisser un filet de protection sociale autour de chaque jeune de l'Estrie », soutient Robin Marie Coleman, présidente-directrice générale adjointe (PDGA) au CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

« C'est le plan d'action de toute la communauté de l'Estrie pour ses enfants », renchérit Jean-Pierre Hotte, conseiller stratégique à la direction générale du CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

« C'est bien plus qu'un plan d'action, c'est une réelle mobilisation des acteurs du milieu afin de soutenir les jeunes et leur famille. Nous nous engageons tous formellement pour le développement et le bien-être des enfants et pour la protection des plus vulnérables », ajoute Mme Coleman.

Les «soins intensifs»

Depuis plusieurs années, les signalements sont en constante augmentation à la direction de la protection de la jeunesse (DPJ) de l'Estrie, comme ailleurs au Québec. Or la DPJ est considérée comme les « soins intensifs » des mesures d'aide aux jeunes et à leurs familles.

Pour créer ce plan d'action, le CIUSSS de l'Estrie-CHUS est parti du principe que le bien-être des jeunes et de leurs familles n'est pas seulement l'affaire du réseau de la santé et des services sociaux. Concrètement, c'est aussi l'affaire d'un grand nombre de partenaires du réseau de la santé qui travaillent quotidiennement auprès des familles et des jeunes Estriens : le milieu de l'éducation, les organismes communautaires, les municipalités, les centres de la petite enfance, de la santé publique, entre autres.

Près de 300 personnes ont participé à des ateliers virtuels au courant de l'été afin de partager leur

expérience et d'émettre leurs recommandations.

Un bottin pour mieux se connaître

Ce plan d'action vise donc à mobiliser tout un réseau dans la même direction. L'Estrie est une grande région sociosanitaire : neuf réseaux de locaux distincts, une communauté anglophone forte dans certains territoires, 500 000 habitants, des grandes villes et des zones rurales. On n'y travaille pas et on n'y vit pas de la même façon dans toutes ces communautés.

Le fruit de ces consultations a permis d'identifier les 44 actions dont la réalisation s'effectuera en trois temps : les six premiers mois (de janvier à juin 2021), la première année (2021 à 2022) et les années subséquentes (2022 à 2025).

Quatorze actions très concrètes verront le jour très bientôt. « Une des premières difficultés nommées par nos partenaires, c'est : on ne se connaît pas bien entre nous. Dans ce contexte-là, c'est difficile d'orienter les jeunes et leurs familles vers les bonnes ressources », illustre la PDGA du CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

Un bottin bilingue des ressources verra donc le jour, découpé par réseaux locaux de services (RLS), puisque l'organisation des services n'est pas la même d'un territoire à l'autre. Les organismes communautaires, par exemples, varient d'un RLS à un autre.

« C'est un geste concret, un outil concret, qui sera disponible dans la première phase de notre plan d'action », ajoute-t-elle.

D'autres réalisations seront terminées dans les prochains mois, par exemple le développement d'une offre de service pour mieux soutenir la transition à la vie adulte des jeunes hébergés en centre jeunesse ou en famille d'accueil une fois qu'ils ont atteint l'âge adulte.

Un drame derrière le plan d'action

Il aura fallu un drame pour mener à ce plan d'action qui se veut une véritable réforme dans la façon de travailler auprès des familles - en amont, en prévention,

en soutien, et non plus seulement en réaction et en urgence, quand un signalement est fait à la direction de la protection de la jeunesse (DPJ).

Revenons en arrière un instant. Au printemps 2019, une fillette bien connue de la DPJ de l'Estrie meurt dans des circonstances tragiques. Le drame ébranle le Québec tout entier.

Les failles de la DPJ de l'Estrie sont ensuite mises en lumière, notamment ses longues listes d'attente. En mars 2020, le ministre Lionel Carmant nomme un mandataire spécial à la tête de la DPJ de l'Estrie.

Les mois passent, les choses s'améliorent à la DPJ de l'Estrie, même si le nombre d'appels entrants demeure extrêmement élevé, signe que le travail en amont n'est pas efficace. La hausse des signalements se remarque dans l'ensemble de la province d'ailleurs.

« L'établissement avait des devoirs à faire. Le plan d'action est une partie de ces devoirs. On avait aussi du travail à faire avec nos partenaires, et les efforts se poursuivent », reconnaît Stéphane Tremblay, le président-directeur général du CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

Le travail dans les programmes jeunesse du CIUSSS et à la DPJ de l'Estrie se poursuivent en même temps que la mise en place de ce plan d'action, dont le mandat est bien plus large que les seuls programmes jeunesse du CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

laVoixdeL'Est

Des mots pour rester à flot

BILLIE-ANNE LEDUC
LA VOIX DE L'EST

Nul doute que le couvre-feu, le confinement, les fermetures, et l'absence de relations sociales en présentiel sont difficiles à vivre et à comprendre pour bien des gens. Alors que pratiquement toute la communication passe aujourd'hui par écrit, internet et les technologies, les défis se trouvent accentués pour les personnes ayant un bas niveau d'alphabétisation, de numératie et de résolution de problèmes dans un environnement technologique.

« En ce moment, pratiquement tout le courrier écrit passe par l'ordinateur. Les gens ayant des difficultés en littératie ont perdu le contact avec les personnes qui les rassurent et les aident habituellement. Ça crée encore plus d'isolement. C'est cette fracture numérique que les organismes d'alphabétisation déplorent », dit Caroline Plaat, coordonnatrice au Sac à mots.

Une grande pression sociale entoure les capacités de lecture, d'écriture, d'utilisation des applications, du cellulaire et de l'ordinateur, poursuit-elle. « Souvent, on banalise les technologies, on dit "c'est facile, voyons". C'est une nouvelle forme d'analphabétisme assez répandue. Ceux qui n'ont pas grandi dans un environnement technologique, c'est très intimidant de tout avaler d'un coup, et de se faire dire que c'est facile. »

« On s'est rendu compte que beaucoup de participants se faisaient avoir, qu'ils payaient des choses en trop, parce qu'ils ne comprenaient pas tous les documents et les lois. »

— **Caroline Plaat, coordonnatrice au Sac à mots**

Pandémie et nouveaux mots

L'ajout, la soustraction et le changement des mesures sanitaires viennent ajouter des défis supplémentaires dans le quotidien des personnes considérées comme faibles lecteurs, ou ayant un bas niveau de littératie. Par exemple, Caroline donne l'exemple des mille et un formulaires, lettres de l'école et indications de prise de médicaments. « Juste les impôts, c'est compliqué pour beaucoup de monde. Alors imaginons pour un faible lecteur ».

« Les informations entourant un rendez-vous médical, par exemple, ne pas boire d'eau 10 jours avant, ou ne pas prendre de médicaments, c'est compliqué pour eux de le prendre en note », souligne pour sa part Carole Turcotte, directrice du Centre Alpha de Granby.

La pandémie a amené son lot de nouveaux mots et de nouvelles réalités.

« Les termes utilisés sont parfois des mots jamais entendus avant par bon nombre de personnes, comme "confinement", explique Mme Plaat. Aujourd'hui, on est habitué. Mais c'est quand même beaucoup de nouveaux termes à apprendre, à comprendre. »

Malgré tout, les quatre femmes qui ont témoigné de leur vécu à La Voix de l'Est comprennent bien les mesures sanitaires, et s'informent principalement à la télévision et à la radio. « Ce sont des personnes extrêmement débrouillardes », souligne Mme Turcotte.

Communications simplifiées

Pendant la pandémie, le Sac à mots a créé des feuillets d'information et des capsules vidéos intitulées « La covid-19 simplifiée », qui expliquent par exemple les règles du couvre-feu, la différence entre virus et bactérie et les visites de logement, les déménagements. Également, une capsule explique les droits et obligations pour les locataires d'appartement. « On s'est rendu compte que beaucoup de participants se faisaient avoir, qu'ils payaient des choses en trop, parce qu'ils ne comprenaient pas tous les documents et les lois. »

Quoi faire pour faciliter le quotidien des personnes à faible niveau de littératie ? Une solution, clament Mmes Plaat et Turcotte, serait de non seulement s'assurer que les informations sont comprises, que la personne est en mesure de remplir les documents, si elle a besoin d'aide, mais aussi d'utiliser une communication écrite simplifiée, afin de rejoindre le plus grand nombre et de ne pas exclure les plus faibles lecteurs.

Encore aujourd'hui, bien des préjugés entourent ces derniers. « On dit que ce sont des paresseux, qu'ils ne se forcent pas, rapporte Mme Turcotte. C'est souvent très faux, et au contraire, ces personnes-là travaillent très fort. »

« Toute leur vie, ils ont probablement reçu une étiquette d'incompétent, poursuit Mme Plaat. Ce n'est pas non plus seulement des personnes immigrantes, âgées ou qui n'ont pas été scolarisées. »

Lire avec son enfant

Le 27 janvier dernier était la Journée internationale de l'alphabétisation familiale, à l'occasion de laquelle le Centre Alpha et le Sac à mots ont réitéré l'importance de lire au moins vingt minutes par jour avec son enfant.

« Le modèle à la maison, c'est le parent. Si l'enfant ne voit jamais son parent lire ou écrire, il ne sera pas porté à le faire, dit Caroline Plaat. C'est important que le parent prenne le temps de faire un jeu, une recette, lire un livre ou écrire tous les jours avec son enfant, pour lui donner le goût d'apprendre. »

Normalement, des activités de sensibilisation à la lecture et à l'écriture chez l'enfant sont organisées du côté des deux organismes, mais, pandémie oblige, celles-ci n'ont pas pu avoir lieu. Les organismes ont plutôt encouragé les familles à faire des activités chez soi. « Peut-être qu'un avantage du confinement, c'est que les parents ont plus de temps pour lire avec leur enfant », note Carole Turcotte.

Celle-ci rapporte que les enfants de 0-4 ans ayant peu été exposés à la lecture font leur entrée en maternelle avec un écart de compétences plus considérable que leurs camarades.

+

L'ALPHABÉTISATION EN QUELQUES CHIFFRES

Un Québécois sur cinq (19 %) éprouve de très grandes difficultés de lecture (niveau -1 et 1). «Par exemple, ils peuvent lire les gros titres de journaux, sans plus», explique Caroline Plaat.

De ce niveau 1 et moins
:

10 % ont de 16 à 25 ans

39 % ont de 26 à 46 ans

51 % ont de 46 à 65 ans

Ensuite, 34,3 % éprouvent de grandes difficultés de lecture et se situent au niveau 2 de littératie. Ces derniers seront souvent qualifiés d'analphabètes fonctionnels.

La littératie est définie comme «la capacité des adultes de comprendre, d'évaluer, d'utiliser et d'analyser des textes écrits pour participer à la société, atteindre leurs objectifs, perfectionner leurs connaissances et développer leur potentiel.»

Le PEICA est une évaluation internationale des compétences de base en traitement de l'information qui sont requises pour participer à la vie économique et sociale des économies avancées au XXI^e siècle. Plus de 27 000 Canadiens adultes, âgés de 16 à 65 ans, ont participé à la dernière enquête de 2012. Le prochain cycle de collecte de données du PEICA doit avoir lieu en 2021.

Source: Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)

+

« COMME UNE GRANDE FAMILLE »

Johanne Vaudry a quitté l'école à l'âge de 13 ans. Depuis près de 10 ans, elle fréquente le Centre Alpha, pour y suivre des cours de français et d'ordinateur, ce qui l'aide à trouver et à imprimer des recettes sur le Web.

«Mais c'est difficile d'avoir du papier, puisque c'est pas essentiel!», déplore la femme qui, tous les jours, s'occupe de nettoyer les locaux du centre, situé dans le sous-sol de l'église Sainte-Famille.

Pour Johanne, le plus difficile est de ne pas voir ses petits-enfants. «Je n'ai pas les moyens d'avoir un cellulaire et un ordinateur, alors je peux seulement leur parler au téléphone.»

Celle-ci se réjouit de pouvoir maintenant utiliser le guichet de banque, et de bien suivre les horaires d'autobus.

Martine Bernier, qui suit également des cours au Centre Alpha, trouve ardu de ne pas voir sa mère, qui habite en résidence pour personnes âgées. «Je n'ai pas le droit d'entrer, je marche un petit peu avec, quand il fait pas trop froid.» Depuis qu'elle va au centre, elle affirme avoir appris de nouveaux verbes, des synonymes et des antonymes.

Françoise Moreau, également participante, souhaite pour sa part pouvoir voyager et sortir de sa région. «La crise va passer!»

Ann Dupras, qui s'exerce à la lecture, l'écriture et les mathématiques avec son formateur Alexandre Leclair au Sac à mots de Cowansville, considère l'organisme «comme une grande famille». «Ça me permet de sortir de chez moi. Je trouve ça difficile de pas pouvoir sortir et de voir des gens comme avant.»

Ann n'a pas internet à la maison. Son cheminement au Sac à mots l'a aidé à avoir confiance en elle, et à lui montrer ses forces et ses faiblesses. «Avant, je n'aimais pas lire. Depuis que je viens ici, je peux prendre des livres.»

Son formateur confie qu'Ann est «persévérante, déterminée, mobilisée et curieuse. Elle ne lâche jamais. C'est notre star!».

[< ARTICLE PRÉCÉDENT](#)

ÉDITION DU JEUDI 4 FÉVRIER 2021

[ARTICLE SUIVANT >](#)[< RETOUR](#)

Aa Aa



NOMINATIONS

NOUVELLE SOUS-MINISTRE ADJOINTE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

(R.I.) Le Conseil des ministres a procédé aux nominations suivantes à sa séance d'hier.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Josée Lepage est nommée, à compter du 8 février 2021, sous-ministre adjointe au ministère de l'Éducation. Mme Lepage est directrice générale des services de soutien aux élèves de ce ministère.

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

Louise Rivard est nommée de nouveau membre du Comité de déontologie policière.

[VERSION CLASSIQUE](#)

laVoixdeL'Est

Madame Luce, la prof sourire

BILLIE-ANNE LEDUC
LA VOIX DE L'EST

Dans le cadre de la Semaine des enseignants-tes du Québec, La Voix de l'Est présente des enseignantes de la région qui ont marqué des vies. Passionnées, elles ont accepté de parler de leur métier, de leurs souhaits, de leur quotidien. Aujourd'hui: Madame Luce.

Même derrière son masque, l'enseignante de maternelle Luce Villeneuve, alias « Madame Luce », arbore constamment un grand sourire.

« La maternelle, pour moi, c'est magique. C'est le développement de l'enfant dans toute son entité, autant en relation avec les autres qu'en math, en sciences, en éveil à la lecture. Tout ça, c'est un moment magique, que j'adore. »

Enfant, Luce Villeneuve enseignait déjà à ses poupées. Aujourd'hui, l'enseignante de maternelle à l'école Joseph-Poitevin, est toujours passionnée par son métier.

« Des fois, je m'arrête et je les regarde. Je suis toujours touchée par leur émerveillement, quand ils comprennent quelque chose, qu'ils sortent de drôles de mots parce qu'ils comprennent la vie. Je me dis, wow, je fais un beau métier. »

Celle-ci a d'ailleurs suivi les traces de son père, qui a enseigné au primaire. « Au début, j'ai étudié en science politique, et je faisais du bénévolat en aide aux devoirs. Je n'ai pas pu renier mes origines longtemps ! Ça fait partie de moi, c'est un besoin. Après chaque été, j'ai hâte de retrouver ma bulle-classe. On ne sait jamais ce qui nous attend. »

Mur de mots d'enfants

Dans sa classe, Madame Luce a installé un « mur de citations de mots d'enfants », où elle accroche les cartes, mots, dessins et bricolages qu'elle reçoit avec amour de la part de ses élèves. « Des fois, quand ça va moins bien, je retourne à ce mur, et ça me fait du bien. »

Même les cartes « tu es la meilleure prof au monde », alors qu'elle est visiblement la première professeure des élèves en maternelle, la comblent de joie.

« Je les aime comme si c'était mes propres enfants. »

« Des fois, je m'arrête et je les regarde. Je suis toujours touchée par leur émerveillement, quand ils comprennent quelque chose, qu'ils sortent de drôle de mots parce qu'ils comprennent la vie. Je me dis, wow, je fais un beau métier. »

— Luce Villeneuve, enseignante à la maternelle à Joseph-Poitevin

Être professeure à la maternelle, c'est véritablement un « don de soi », affirme-t-elle. « C'est le premier lien avec l'école. Beaucoup d'enfants créent des liens étroits avec sa première professeure. Moi, par exemple, ma prof de maternelle est venue à mon mariage ! »

Pour Mme Villeneuve, l'année que nous vivons est certes éprouvante, mais elle lui donne l'occasion de ralentir, de prendre plus son temps. « Je ne me précipite pas dans plein de projets. J'y vais plus doucement. Cette année, c'est aussi plus long créer un lien avec les élèves. C'est difficile pour eux de décoder l'émotion avec seulement les yeux et le front. »

Heureusement, elle a pu mettre la main sur un masque transparent, qu'elle porte lors du moment de la détente, pour que les enfants puissent voir son visage complet.

« Je ne sais pas ce que ça va faire sur l'anxiété. Le manque de contact est difficile. Quand un enfant de 5 ans court vers toi, et s'arrête subitement, car il se rappelle qu'il ne peut pas, c'est choquant. »

Stimulation et motricité

Luce Villeneuve, qui enseigne au niveau primaire depuis 20 ans, réitère l'importance pour l'enfant de ne pas être toujours devant un écran. « Il ne faut pas oublier l'humanité. Jouer à des jeux, lire un livre. Il faut limiter l'écran et garder du temps précieux en famille. J'espère que les gens, les parents, n'oublieront pas l'importance de tout ça. »

Un point positif de la pandémie, peut-être, serait que la classe de Madame Luce bénéficie d'une période de temps supplémentaire pour de l'activité physique. Accompagnée d'une autre enseignante, elle planifie des activités de psychomotricité. « L'enfant doit avoir un bon tonus musculaire pour s'asseoir sur une chaise toute une journée, pour tenir un crayon. »

Ainsi, sa classe bouge, danse, se muscle, afin d'être préparée physiquement et mentalement à l'apprentissage scolaire.

Le secret du succès, dit Mme Villeneuve, qui souhaiterait voir s'améliorer le ratio enseignant-élève, c'est d'avoir une bonne communication avec les parents, ce qu'elle s'efforce de faire pour chacun des enfants qui foulent le sol de sa classe.

laVoixdeL'Est

Tremcar prêt à accueillir une nouvelle cohorte d'apprentis soudeurs

NICOLAS BOURCIER
LA VOIX DE L'EST

L'entreprise spécialisée dans la fabrication de remorques-citernes, Tremcar, a relancé son école de soudage en usine. La période d'inscription bat son plein, alors que la formation de quatre mois doit s'entamer au mois de mars dans les locaux de la multinationale basée à Saint-Césaire.

Il s'agit de la 4^e session d'école de soudage en entreprise pilotée par le département des ressources humaines de Tremcar en collaboration avec le centre de services scolaire des Hautes-Rivières et Services Québec.

La formation s'étale sur 40 heures par semaine et elle comprend environ 40 % de théorie et 60 % de pratique.

Les 20 candidats sélectionnés recevront une rémunération de 17,82 \$ l'heure le temps de la formation, ce que l'entreprise présente comme une opportunité de former des travailleurs qui désirent réorienter leur carrière sans subir le stress économique du retour aux études.

Une fois l'attestation d'études professionnelles (AEP) complétée, les apprentis obtiendront un contrat d'une durée minimale de deux ans à un taux horaire oscillant autour de 24 \$.

« Étant donné que nous les formons au sein de l'entreprise, ça nous permet d'avoir des gens plus qualifiés au niveau technique, parce qu'on fabrique des remorques-citernes, mais on fait aussi beaucoup de sur mesure donc la formation est vraiment accentuée sur nos besoins de production », explique la directrice des ressources humaines chez Tremcar, Karine Sénécal.

Cette formule permet aussi aux candidats de se familiariser avec l'environnement de travail et les façons de faire de l'entreprise, un gage de succès pour la rétention des employés, estime-t-elle.

Croissance et pénurie de main-d'œuvre

Le programme lancé en 2018 visait à pallier la pénurie de main-d'œuvre dans le domaine. La croissance de l'entreprise a depuis permis de diplômer 36 apprentis sur les 45 candidats (80 %) qui ont fait leur entrée dans les classes de Saint-Césaire.

Steven St-Laurent, qui est issu de ce groupe et qui travaille toujours au sein de Tremcar, ne regrette pas sa décision. Alors âgé de 19 ans, il n'avait pas encore choisi son chemin professionnel et a sauté sur l'opportunité. « L'ambiance de travail est très agréable. Si je peux passer ma carrière ici, je serais très content », affirme le Granbyen, qui est reconnaissant des compétences acquises au sein de Tremcar.

Bien que des travailleurs formés en Tunisie selon les normes de Tremcar se sont depuis joints à l'équipe, la croissance de l'entreprise nécessite de nouvelles embauches. « Nous sommes prêts à accueillir la quatrième cohorte », affirme Mme Sénécal, qui invite les personnes intéressées « à se manifester rapidement ».

La période d'inscription se termine entre le 19 et le 23 février, alors que le coup d'envoi de la formation sera donné entre le 8 et le 15 mars.

Tremcar emploie plus de 600 personnes en Amérique du Nord. Elle détient 5 usines de fabrication, 2 usines d'assemblage et plusieurs centres de services au Canada et aux États-Unis.

Pour plus d'information concernant la formation ou pour s'inscrire, il est possible d'envoyer son CV à carrieres@tremcar.com ou via le site web de l'entreprise.

laVoixde l'Est

Le camp de jour durant la relâche scolaire annulé à Granby

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU
LA VOIX DE L'EST

Les familles qui comptaient sur le camp de jour de la Ville de Granby pour occuper les enfants durant la relâche scolaire devront trouver un plan B. L'organisme Vie culturelle et communautaire (VCC) de Granby a annoncé mercredi qu'il ne pourra pas offrir l'activité, à l'instar des années précédentes.

« Les activités encadrées, dont les camps de jour et les activités parascolaires, et les services de garde scolaire réguliers sont interdits durant la période de relâche scolaire en 2021 », a souligné VCC dans une publication sur les réseaux sociaux.

Les services de garde pour les parents occupant un emploi jugé essentiel seront néanmoins offerts partout au Québec à travers le système scolaire, précise VCC.

« Comme les activités intérieures ne sont pas permises et les rassemblements extérieurs non plus, on ne peut pas dire qu'on réunit un groupe et qu'on fait des activités. (...) Mais on regarde pour, peut-être, faire de l'animation libre à différents endroits. On a de nouvelles buttes de glissade et des patinoires », relève le directeur du service des loisirs, de la culture et du développement social à la Ville, Patrice Faucher.

Celui-ci fait valoir que les initiatives qui seront mises de l'avant seront par ailleurs tributaires de la météo. « Parfois, quand on arrive au début mars, les patinoires ne sont plus en état », glisse-t-il.

Patrice Faucher affirme que les camps de jour de la semaine de relâche attirent bon an mal an une clientèle régulière. « Il y en aurait peut-être eu plus cette année parce que les familles ne pourront pas voyager et qu'elles vont chercher des choses à faire », dit-il.

Pour l'heure, la tenue des camps de jour estivaux ne serait pas compromise.

« Nous vous confirmons toutefois que la Santé publique a déjà accordé son autorisation pour la tenue des camps de jours estivaux. Notre équipe évalue donc déjà plusieurs scénarios afin d'offrir en toute sécurité un séjour pour vos enfants pour l'été 2021 », précise VCC de Granby.

leDroit

Récupération des masques dans les écoles: un enjeu «délicat»

DANIEL LEBLANC
Le Droit

Distribués à coups de dizaines de milliers par semaine, les masques de procédure représentent une sorte de casse-tête en milieu scolaire lorsque vient le temps de s'en départir. Aux ordures? Au recyclage? La procédure varie d'un endroit à l'autre en Outaouais et l'organisme Enviro Éduc-Action affirme qu'il n'y a pas à ce jour de «bonne solution» car l'impact environnemental des deux options n'a pas été analysé.

Dans les faits, le ministère de l'Éducation invite les organisations scolaires à opter, sans ordre de priorité, pour l'élimination des masques souillés (poubelles) ou encore la récupération de ceux-ci en ficelant une entente avec une entreprise identifiée par Recyc-Québec. Au même titre que l'achat des masques, les dépenses engendrées par ce processus, qui sont liées à la COVID-19, seront remboursées par Québec.

De son côté, le ministre Jean-François Roberge a invité les écoles il y a deux semaines à recycler les masques de procédure.

«Nous sommes confiants que ces masques ne devraient pas se retrouver [...] dans l'environnement», avait déclaré son attachée de presse, Geneviève Côté.

Dans la région, la question représente une sorte de dilemme et les façons de faire diffèrent actuellement d'une école à l'autre.

Au Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO), on demande pour l'instant aux élèves de jeter les masques bleus à la poubelle.

«Le problème actuel, c'est que les compagnies ne sont pas en mesure de nous affirmer que les masques seront disposés de manière écoresponsable. Alors pour ces raisons, en attendant que la situation évolue, nous n'allons pas récupérer les masques», indique l'organisation.

Le même scénario se répète au Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CSSHBO), où on affirme vérifier les modalités de recyclage.

Quant aux écoles du Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD), elles font le choix de l'option qui leur

convient le mieux puisqu'il s'agit d'une décision «décentralisée».

«Les directions d'établissement sont proactives. Des démarches ont déjà été entamées auprès de certains organismes», précise-t-on.

La réflexion se poursuit au Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées (CSSCV) au sujet de la façon de disposer des masques.

«Initialement, par souci environnemental, nous avions l'intention de mandater une firme afin de récupérer les masques de procédure utilisés dans nos écoles secondaires. Nous avons alors vérifié s'il nous était possible de se joindre à un regroupement d'achats en ce sens. Cette option ne s'est pas avérée possible. Nous avons alors entrepris de vérifier directement auprès des firmes offrant ce type de service. Les informations reçues nous ont emmenés à réévaluer les avantages perçus de cette solution», de dire le secrétaire général Jasmin Bellavance.

Le Droit a aussi vérifié quelle était la manière de procéder sur la rive ontarienne et il s'avère qu'au Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), 120 boîtes TerraCycle pour recycler les masques et les gants de protection jetables ont été fournies aux établissements. Chaque boîte peut contenir plus de 3200 unités.

L'organisation précise que cette initiative permettra de réduire son empreinte écologique, tout en se rapprochant de son objectif de réduction de 20 % des déchets envoyés aux sites d'enfouissement en 2022.

À noter que selon des estimations, il faut entre 450 et 500 ans pour qu'un masque chirurgical se décompose dans la nature.

Pas de choix idéal, dit Enviro Éduc-Action

Pour l'organisme Enviro Éduc-Action, le dossier des masques en est un «très flou» et bien moins simple qu'il n'y paraît.

«C'est délicat. Le noeud de l'enjeu, c'est que personne n'a encore fait d'analyse de cycle de vie pour qu'on puisse choisir quelle est la méthode la plus écologique pour se départir d'un tel masque, du moment qu'il est

créé avec toutes les ressources que ça demande, jusqu'au moment où il est détruit. Personne n'a analysé ce que ça représente pour la planète, alors c'est difficile de le savoir. Il est là tout le flou. Ça veut dire que toutes les compagnies ont des solutions différentes les unes des autres. On ne pointe donc personne du doigt, on laisse chacun faire le choix d'une option en toute compréhension», affirme la directrice générale, Geneviève Carrier.

Cette dernière soutient que dans un monde idéal, cette analyse pour déterminer le choix le plus écologique aurait déjà été effectuée, mais «c'était impossible en temps de pandémie car [le gouvernement] a d'autres chats à fouetter».

«Ça peut paraître indécis comme position, mais on s'assume dans notre choix. Personne ne peut présentement prendre la meilleure décision. Nous sommes dans l'urgence et on veut que les jeunes et le personnel soient en santé, avec des masques réglementaires. Le reste, c'est du superflu. Mais quand la poussière sera retombée, il faudra le faire. Pour l'instant, à défaut d'avoir une information scientifique mise à jour, même si nous ne sommes pas certains, l'important est de montrer aux jeunes qu'on met en oeuvre une action», note-t-elle.

Rappelant que les jeunes générations sont très conscientisées face au respect de l'environnement et qu'on passe beaucoup de temps à leur inculquer de telles valeurs, Mme Carrier précise qu'il y a moyen entre-temps de les sensibiliser à divers autres volets en milieu scolaire.

«J'encourage les écoles à trouver un peu de temps pour d'autres enjeux, par exemple les boîtes à lunch écologiques. Il y a d'autres actions plus encourageantes et plus primaires qu'on peut poser», dit-elle.

leDroit

D'autres syndicats en éducation s'apprêtent à voter sur un mandat de grève

LIA LÉVESQUE
La Presse Canadienne

MONTREAL — D'autres syndicats du milieu de l'éducation s'apprêtent à voter sur un mandat de grève, cette fois à la FTQ. Mais la CSN n'en est pas encore là.

La plus importante organisation syndicale du milieu de l'éducation, la CSQ, a lancé le bal, plus tôt cette semaine, en annonçant que ses membres dans ce secteur avaient voté en faveur d'un mandat de cinq journées de grève à être tenues au moment opportun, dans une proportion de 73 %.

Sa présidente Sonia Éthier a insisté sur le fait que ses membres préféreraient conclure une entente sur le renouvellement des conventions collectives, et non exercer leur mandat de grève.

La CSQ représente la majorité des enseignants au primaire et secondaire, ainsi que d'autres au collégial, en plus des professionnels et des employés de soutien à tous les niveaux, soit 120 000 membres en éducation.

Recherche de mandats à la FTQ

À la FTQ, qui représente des employés de soutien, comme des techniciens en informatique, dans les laboratoires, en audio-visuel et des employés de bureau, soit une quarantaine de titres d'emploi, des membres seront prochainement consultés sur un mandat de cinq journées de grève.

Par exemple, le Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPB), affilié à la FTQ, consultera ses 8000 membres sur ce mandat, les 13 et 20 février.

À l'Union des employés de service UES-800, aussi affiliée à la FTQ, on rapporte que ces membres, qui travaillent dans des centres de services scolaires anglophones, semblent moins chauds à l'idée d'une grève pour le moment. Mais il leur appartiendra de décider en assemblée, en bout de ligne.

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), aussi affilié à la FTQ, représente aussi des milliers de ces employés de soutien.

La CSN réfléchit

La CSN, qui représente 16 000 enseignants de niveau collégial, ainsi que 41 000 employés de soutien au primaire-secondaire, ainsi qu'au collégial, n'est pas encore rendue à l'étape de consulter ses membres sur un éventuel mandat de grève.

Pour l'heure, le mandat en est un d'«augmenter les moyens de pression» et de «planifier» la grève, dans le sens d'y réfléchir, a-t-on indiqué mercredi.

Roberge optimiste

Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives avec Québec durent depuis un an.

« J'ai confiance que l'accélération des négociations va nous permettre d'en arriver à une entente, sans que les mandats de grève soient exercés. »

— Jean-François Roberge

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a affirmé mardi que «quand ça fait un an que des négociations durent, c'est normal que la tension monte. Juste avant de conclure, il y a une espèce de paroxysme.»

Il a également exprimé son optimisme, malgré ces votes de grève. «J'ai confiance que l'accélération des négociations va nous permettre d'en arriver à une entente, sans que les mandats de grève soient exercés.»

leNouvelliste

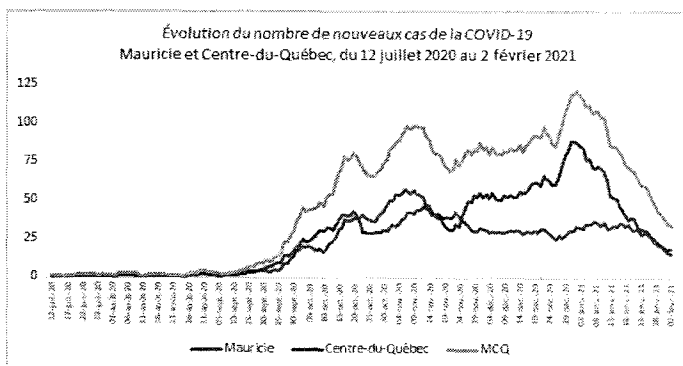
Trop d'hospitalisations et d'éclotions pour passer au orange

SÉBASTIEN LACROIX
Le Nouvelliste

Trois-Rivières – Si plusieurs indicateurs pointent vers le retour au palier d'alerte orange en Mauricie et au Centre-du-Québec, il y a encore trop d'hospitalisations et d'éclotions dans les milieux d'hébergement pour aînés.

C'est ce qu'a fait savoir la directrice régionale de la Santé publique, la Dre Marie-Josée Godi, qui a fait le point sur la situation au lendemain des annonces d'assouplissement du premier ministre Legault où la région est demeurée en zone rouge. La Dre Godi avait laissé entendre qu'un retour à la zone orange était envisageable pour la région, la semaine dernière.

La sollicitation importante du personnel qui est dirigé vers les unités COVID, dans les milieux d'hébergement en éclosion et au site d'hébergement temporaire de l'École nationale de police du Québec, est un frein à la reprise des activités normales dans les cliniques externes et les blocs opératoires. «C'est un facteur qui est déterminant», a soulevé la Dre Godi.



La tendance des derniers jours continue d'être à la baisse.

CIUSSS MCQ

«C'est aussi un code de couleur qui a été remodelé et clairement le taux d'hospitalisation est maintenant l'élément déterminant pour le passage à un palier orange. La semaine dernière, je disais que ça demeurerait préoccupant et fragile et ça demeure un élément qui est encore instable, a-t-elle précisé. Il faut que la baisse se fasse de façon continue et stable dans le temps pour que lorsqu'on changera de palier, on le fasse de façon durable.»

«On a encore des RPA qui sont en éclosion. Comme vous le savez, ce sont des populations qui sont vulnérables et qui sont parfois à risque d'être admises aux soins intensifs. On souhaite que dans les prochaines semaines, ces éclosions-là soient maîtrisées, continue la directrice régionale de la Santé publique. La vaccination qui est retardée et la menace de la présence de variants au Québec fait en sorte qu'il faut être prudent dans les assouplissements.»

Pour pouvoir passer au palier d'alerte orange, il faudrait que le nombre d'hospitalisations liées à la COVID-19 baisse encore plus et qu'on n'en enregistre pas plus que deux nouvelles par jour par la suite. Il faudrait également que cette tendance se maintienne pendant deux à quatre semaines.

	En date du 27 janvier			En date du 2 février		
	Mauricie	Centre-du-Québec	Région MCQ	Mauricie	Centre-du-Québec	Région MCQ
CHSLD	4	4	8	4	6	10
Autres milieux de vie (RPA, RI-RTF)	2	7	9	3	4	7
Milieu de soins et autres installations	1	1	2	1	1	2
Milieu scolaires et de garde	2	2	4	4	0	4
Entreprises, commerces et autres	15	23	38	13	9	22
TOTAL	24	37	61	25	20	45

Le nombre d'éclotions a diminué dans la région.

CIUSSS MCQ

Il faudrait aussi revenir à au moins 80 % des activités dans les blocs opératoires pour pouvoir avoir des indicateurs orange en ce qui concerne le délestage. Celles-ci avaient été réduites à 60 %, mais les efforts ont permis de maintenir les chirurgies autour de 70 % dans la région.

La vaccination dans les milieux d'hébergement pour âgés devrait également aider pour arriver à réduire les hospitalisations en protégeant de cette clientèle qui est vulnérable. Ce qui viendrait donner une chance de reprendre les activités et réduire le délestage. Actuellement, on compte encore des éclosions actives dans trois CHSLD et sept RI/RPA. Ce sont également 44 des 56 lits du site d'hébergement temporaire de l'École nationale de police de Québec, à Nicolet, qui sont occupés par des gens qui ont été retirés des milieux en éclosion. Un nombre qui est encore beaucoup trop élevé.

Pour ce qui est des autres indicateurs, la Dre Godi estime qu'on pourrait aspirer au palier d'alerte orange s'ils sont maintenus. Par exemple, il faudrait une tendance de moins de 50 cas par jour, alors que pour la dernière semaine, la moyenne a été de 34 nouveaux cas.

Le taux de positivité a également diminué passant de 3% à 2,5%. Ce qui est un bon indice de la transmission communautaire qui est en baisse dans la région.

ASSOUPLISSEMENTS DES MESURES DU CONFINEMENT (COVID-19) À PARTIR DU 8 FÉVRIER 2021

SECTEUR	MESURES EN VIGUEUR JUSQU'AU 7 FÉVRIER 2021	ASSOUPLISSEMENTS À PARTIR DU 8 FÉVRIER 2021	
		Alerte maximale	Alerte
Couvre-feu	20h à 5h	20h à 5h	21h30 à 5h
Assemblages dans les domiciles privés	Interdits, à l'exception d'un visiteur permis pour recevoir un service, un soutien ou pour visiter une personne qui habite chez soi	Maintien des mesures actuellement en vigueur	Maintien des mesures actuellement en vigueur
Activités organisées dans un lieu public	Interdites sauf pour les funérailles civiles qui sont limitées à 25 personnes maximum et à une seule séance	Maintien des mesures actuellement en vigueur	Maintien des mesures actuellement en vigueur
Lieux de culte	Ouverts Maximum de 10 personnes, à l'exception des funérailles qui sont limitées à 25 personnes maximum et à une seule séance	Maintien des mesures actuellement en vigueur	Ouverts, mais toutes les activités religieuses sont limitées à 25 personnes maximum et à une seule séance
Restaurants	Fermés, à l'exception de la livraison et du service à l'auto ou à la porte qui sont permis	Fermés, à l'exception de la livraison et du service à l'auto ou à la porte qui sont permis	Ouverts, avec un maximum de 2 adultes par table qui peuvent être accompagnés de leurs enfants d'âge mineur Un registre de la clientèle doit être tenu; seuls les clients avec preuve de résidence dans la région de relâchement y ont accès. À l'exception de la restauration rapide, la réservation est obligatoire.
Bars	Fermés	Fermés	Fermés
Musées, centres d'interprétation, les bibliothèques, les musées, les centres d'interprétation, les jardins botaniques, les aquariums, les jardins zoologiques et les parcs d'attractions	Fermés	Ouverts, dans le respect des mesures en vigueur	Ouverts, dans le respect des mesures en vigueur
Cinéma	Fermés	Fermés	Ouverts à compter du 28 février, dans le respect des mesures en vigueur Port du masque de procédure obligatoire
Auditoires et audiences (salles de spectacle)	Fermés	Fermés	Les lieux avec des places fixes assignées doivent ouvrir à compter du 28 février, dans le respect des mesures en vigueur. Port du masque de procédure obligatoire
Bibliothèques	Ouvertes pour les prêts au domicile et pour l'accès aux étudiants	Accès à tous	Accès à tous
Sports et loisirs	À l'extérieur, seul ou en famille résidant à la même adresse seulement	À l'extérieur, activités permises, mais limitées à un groupe de 4 personnes, incluant les cours. Les personnes qui résident à une même adresse peuvent être plus de 4, mais ne peuvent s'ajouter à celles d'une autre adresse. À l'intérieur, activités interdites	À l'extérieur, activités permises, mais limitées à un groupe de 8 personnes, incluant les cours. À l'intérieur, activités individuelles, en duo ou en famille (résidant à une même adresse) permises, dont les cours
Télétravail	Télétravail obligatoire pour tous	Télétravail obligatoire pour tous	Télétravail obligatoire pour tous
Commerces de détail non essentiels et soins personnels	Fermés, à l'exception de la livraison et du service à l'auto qui sont permis	Réouverture de tous les commerces non prioritaires, y compris les entreprises de soins personnels, avec restrictions de capacité Réouverture des centres commerciaux; supervision adéquate des aires communes pour éviter tout rassemblement et flânerie	Réouverture de tous les commerces non prioritaires, y compris les entreprises de soins personnels, avec restrictions de capacité Réouverture des centres commerciaux; supervision adéquate des aires communes pour éviter tout rassemblement et flânerie
Écoles primaires et secondaires	Fréquentation sur place en alternance pour les élèves de secondaire 3 à 5 avec le port du masque de procédure obligatoire pour tous	Maintien des mesures actuellement en vigueur	Maintien des mesures actuellement en vigueur
Enseignement supérieur	À distance seulement	Retour partiel en présentiel. Port du masque de procédure en tout temps. * Plus de détails à venir	Activités en présentiel rehaussées. Port du masque de procédure en tout temps. * Plus de détails à venir
Résidences privées pour âgés (RPA)	Fermeture des salles à manger, sauf sur autorisation du CISSS ou du CHSUS, avec des mesures sanitaires strictes. Les exceptions permises sont uniquement : - Les RPA qui accueillent parfois des résidents avec les résidents; - Les résidents nécessitant de la surveillance ou une aide à l'alimentation.	Maintien des mesures actuellement en vigueur	Ouverture des salles à manger avec le respect des mesures sanitaires strictes * Plus de détails à venir

La nouvelle réalité en zone rouge.

On observe aussi une diminution importante du nombre d'éclosions qui sont passées de 61 à 45 cette semaine. Il y a notamment une bonne amélioration pour les éclosions dans les milieux de travail, particulièrement au Centre-du-Québec.

La région désavantagée par la proximité avec

Montréal?

La directrice régionale de la Santé publique assure que la proximité avec la grande région de Montréal n'a pas été l'élément le plus déterminant pour que la région demeure au rouge.

Elle ne croit pas non plus qu'il faudra nécessairement attendre que la métropole retombe au palier orange pour que les mesures soient assouplies en Mauricie et au Centre-du-Québec. «Les régions qui se retrouvent au palier rouge ne se retrouvent pas au même niveau. Il y a une certaine hétérogénéité, mais c'est surtout la baisse des indicateurs qu'il faudra regarder, souligne-t-elle. Il faut se donner comme objectif, comme région, de prochainement sortir de cette zone rouge à partir du 22 février, où on va réévaluer cette situation.»

Le Centre-du-Québec ne devrait pas écoper pour ce qui se passe en Mauricie, et vice-versa, si jamais la situation est pire dans l'une ou dans l'autre. «Pour le moment, on demeure avec une analyse de la région sociosanitaire. Parce que c'est principalement le réseau [de la santé] qui est affecté, mais nous allons considérer les deux régions administratives de façon distincte, confirme la Dre Godi. Quand on regarde actuellement la situation, elle est pareille des deux côtés du fleuve et ces deux régions seraient demeurées au palier rouge si on avait fait une approche sous-régionale.»

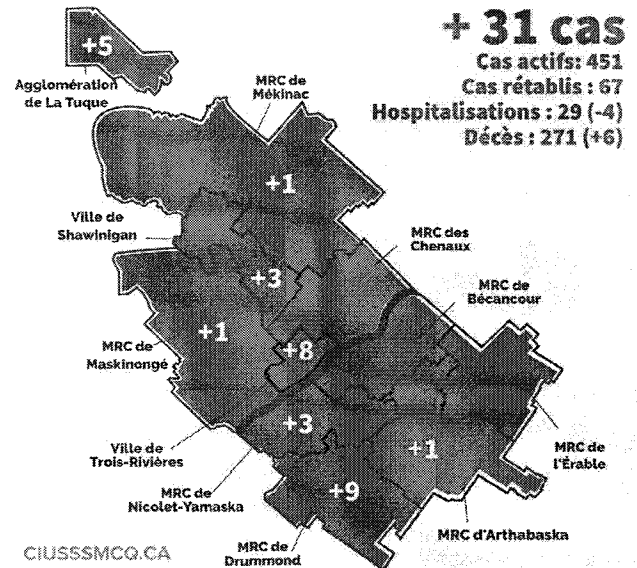
Encore des signes encourageants

Le bilan dévoilé par le CIUSSS MCQ, mercredi, continue d'être encourageant. On enregistre 31 cas, soit 18 en Mauricie et 13 au Centre-du-Québec. Le nombre de guérisons a augmenté de 67 et les cas actifs ont chuté de 42, si bien qu'on en compte maintenant 451, dont 238 en Mauricie et 213 au Centre-du-Québec.

Les hospitalisations sont aussi à la baisse dans les unités COVID de Drummondville. Ce sont quatre personnes de moins, dont une provenant des soins intensifs, qui s'y retrouvent. Au total, on compte 29 personnes, dont 4 aux soins intensifs.

3 février 2021

COVID-19 : Mauricie et Centre-du-Québec



La répartition des cas dans la région.

CIUSSS MCQ

On déplore toutefois six décès qui proviennent des CHSLD, ce qui porte à 63 victimes provenant de ces milieux depuis le début de la deuxième vague.

Des vaccins à venir

Par ailleurs, après les 300 doses de Moderna qui sont attendues cette semaine, la région devrait recevoir des doses de Pfizer la semaine prochaine. En raison des retards du fournisseur, leur nombre devrait toutefois être modeste, croit la directrice régionale de la Santé publique.

Des embauches sont d'ailleurs à prévoir au cours des prochaines semaines. Le CIUSSS MCQ est actuellement en train de planifier le tout et les personnes qui se sont inscrites à la plate-forme Je Contribue seront bientôt rappelées pour être formées. Ils devraient être appelés à participer à l'opération dans les résidences pour aînés et pour la vaccination de masse.

D'autre part, la police de Trois-Rivières n'a donné aucun constat pour non-respect du couvre-feu entre mardi soir et mercredi matin. C'est la deuxième journée consécutive que la police ne remet aucun constat de ce genre.

Avec la collaboration de Martin Lafrenière

leNouvelliste

La Santé publique veut accélérer le dépistage des élèves de la région

SÉBASTIEN LACROIX

Le Nouvelliste

Trois-Rivières — Afin de prévenir et de limiter la transmission du virus dans les écoles, les élèves de la région devront dorénavant se faire dépister pour la COVID-19 dès l'apparition d'un seul symptôme.

La période d'observation de 24 heures suivant l'apparition d'un ou des symptômes n'est donc plus nécessaire pour les 6 à 17 ans et les parents sont priés de compléter aussitôt l'outil d'auto-évaluation en se rendant sur le site du gouvernement du Québec.

Le mal de gorge, le nez qui coule et le nez bouché s'ajoutent également à la liste des symptômes qui nécessitent à eux seuls un dépistage, avec la fièvre, la perte d'odorat, la perte de goût, la toux, des essoufflements et de la difficulté à respirer.

La présence de deux symptômes parmi les suivants justifie également un dépistage: maux de ventre, nausée, vomissements, diarrhées, grande fatigue, perte d'appétit importante, douleurs musculaires généralisées qui ne sont pas liés à un effort physique et mal de tête.

«Ce qu'on a remarqué, c'est que beaucoup de jeunes allaient à l'école avec des symptômes très légers, fait valoir la directrice régionale de la Santé publique, Dre Marie-Josée Godi. Dans la mesure où on veut s'assurer des façons très rapides pour identifier ces personnes et qu'elles se fassent dépister, on a ajusté les critères de dépistage.»

«Dans la mesure où, cet hiver, on n'a presque aucun virus respiratoire qui circule, jusqu'à preuve du contraire, ces personnes qui ont ces symptômes légers là devraient penser à se faire dépister en premier», plaide-t-elle.

Comme les enfants ont souvent peu ou pas de symptômes, qu'il n'y a presque pas de grippe depuis avril 2020 et que le test par gargarisme est maintenant disponible à partir de 6 ans, la Santé publique a décidé d'aller de l'avant avec cette mesure.

Dans les deux dernières semaines, ce sont huit éclosions qui se sont déclarées dans les milieux scolaires et de garde de la région, soit quatre dans la semaine dernière et quatre cette semaine. Ce sont également 20 écoles en Mauricie et 25 au Centre-du-Québec où au moins un cas s'est déclaré au cours des quatorze derniers jours, selon la collecte de données réalisée par le ministère de l'Éducation.

[< ARTICLE PRÉCÉDENT](#)

ÉDITION DU JEUDI 4 FÉVRIER 2021

[ARTICLE SUIVANT >](#)[< RETOUR](#)

Aa Aa



PROPOSITIONS EN ÉDUCATION

LE GOUVERNEMENT REJETTE LA MOTION DU PLQ

(LCP) La motion libérale qui demandait au gouvernement Legault de tenir un forum sur l'éducation afin d'établir un plan de sortie de crise au cours des prochaines années a été rejetée par la majorité caquiste. L'appui de Québec solidaire et du Parti québécois aura été insuffisant.

Cette motion demandait aussi au gouvernement de bonifier le programme de tutorat et de régler rapidement les négociations collectives avec l'ensemble du personnel scolaire pour éviter de nouvelles interruptions de cours.

[VERSION CLASSIQUE](#)

« Ce que nous demandons est réalisable, réaliste et

« Ce que nous demandons est réalisable, réaliste et apporterait rapidement des changements. Ainsi, il ne sert à rien au gouvernement de se braquer contre nos propositions constructives. Nous tendons la main au gouvernement », a commenté son auteure, la députée Marwah Rizqy.

Avant de se rendre au Salon bleu pour le débat, le ministre de l'Éducation a interpellé sa collègue sur les réseaux sociaux pour lui signaler son ouverture à propos de certaines propositions libérales formulées plus tôt dans la journée.

« J'accueille avec ouverture les propositions de ma collègue Marwah Rizqy et je tiens à dire que nous sommes déjà au travail. Nous aurons la chance de collaborer sur ce dossier important prochainement », a twitté Jean-François Roberge.

Cependant, le ministre a tenu un autre discours durant le débat sur la motion, reprochant au libéraux le mauvais état du système éducatif à son arrivée au pouvoir, ce qui rend plus difficile la gestion de la pandémie en raison de la pénurie de personnel.

« Quand les gens du Parti libéral critiquent la gestion de la Coalition avenir Québec qui est en train de corriger ce qu'ils ont fait, moi, j'ai l'impression de voir un pyromane qui critique le travail des pompiers. On est en train d'éteindre le feu qu'ils ont allumé », a-t-il déclaré.

Il faut dire que la motion du PLQ demandait aussi à l'Assemblée nationale de reconnaître les « profondes inquiétudes des parents » sur des enjeux comme « les tests de dépistages rapides toujours non utilisés » et « l'imposition tardive du masque de procédure ».

À la fin du débat, la députée Marwah Rizqy a conclu son intervention en l'absence du ministre, ce qu'elle lui a vivement reproché.

VERSION CLASSIQUE

Bonnes conditions

Selon la cheffe parlementaire de Québec solidaire, Manon Massé, les idées que proposent sa collègue libérale méritent d'être étudiée. « Mais la réalité, c'est que les gros problèmes qui nuisent le plus à la réussite des élèves, bien, on les connaît et, tant qu'on ne les réglera pas, même le meilleur programme de tutorat ne fera pas de miracle. Ce qu'on a besoin pour aider les élèves, c'est de fournir aux profs des conditions où elles vont pouvoir enseigner et accompagner leurs élèves, faire leur job », a-t-elle affirmé.

La députée Véronique Hivon du PQ a pour sa part présenté un amendement afin que le programme de tutorat puisse bénéficier à tous les élèves qui en ont besoin et que « les budgets soient à la hauteur requise pour ce qui est ressenti sur le terrain ». Il a toutefois été battu par la CAQ.

-30-

leNouveliste

Jean-François Picard satisfait du règlement hors cour

BRIGITTE TRAHAN
Le Nouvelliste

Trois-Rivières — L'ancien directeur du Complexe sportif Alphonse-Desjardins, Jean-François Picard, a publié un bref communiqué de presse, tôt mercredi matin, dans lequel il se dit «heureux et soulagé» du règlement à l'amiable intervenu entre lui et le Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy.

Les litiges du CSAD entre le CSS, M. Picard, l'ancien directeur général de la Commission scolaire, Michel Morin et son entreprise, Morin Cadieux, le directeur adjoint Michel Montambeault et le comptable Steven Bélanger, duraient depuis cinq ans.

Jean-François Picard précise, dans son communiqué, qu'aucune entrevue ne sera accordée à ce sujet. Rappelons que le contenu de l'entente à l'amiable demeurera secret. On sait toutefois que le CSS s'est désisté de procédures comme le confirme M. Picard dans son communiqué.

«Je suis heureux et soulagé que cette saga soit enfin terminée et que le Centre de services scolaire et le CSAD se soient désistés de leurs procédures», dit-il. Je souhaite remercier les nombreuses personnes qui ont été à mes côtés durant toutes ces années et qui n'ont cessé de croire en moi. Je regarde maintenant vers l'avenir et je peux me concentrer pleinement à réaliser mes projets professionnels», indique l'homme d'affaires.

Le désistement des procédures voté le 7 décembre dernier par le conseil d'administration du CSS concerne les deux poursuites, celle du CSS et celle de M. Picard. «Aucune action ne sera mise de l'avant.»

Rappelons que les frais juridiques déboursés par le CSS totalisent plus de 1 million \$ et que le ministère de l'Éducation lui a apporté une aide de 400 000 \$ dans ce dossier.

Rappelons que le CSAD demeure malgré tout un boulet financier pour le CSS qui tente d'en arriver à une entente

avec la Ville de Trois-Rivières afin d'alléger le fardeau financier que représente sa gestion. La pandémie a ralenti les pourparlers entre les deux instances, mais la Ville a déjà confirmé au Nouvelliste, en janvier, que la volonté de trouver une solution qui profiterait aux deux parties est toujours présente.

leQuotidien

École Curé-Hébert: un choix écoénergétique qui rapporte

KATHERINE BOULIANNE
LE QUOTIDIEN

Alors que de nombreuses organisations tentent d'atteindre une meilleure efficacité énergétique dans leurs établissements, le Centre de services scolaire Lac-Saint-Jean (CSSLSJ) est à même de témoigner que d'investir dans une source d'énergie verte peut être payant. Très payant.

Il s'est écoulé un peu plus d'un an depuis la mise en fonction d'un nouveau système géothermique à l'école Curé-Hébert d'Hébertville, et déjà, les impacts se font sentir au sein de l'établissement scolaire. Pour les douze derniers mois, le CSSLSJ a noté une économie d'énergie de près de 475 000 kWh, ce qui représente un peu plus de 22 500 \$.

« Avant, c'était de la vapeur produite par du gaz naturel et c'était plus dispendieux. Et comme c'était aussi très chaud, les différences de température pouvaient aller vite. Le système géothermique est beaucoup plus égal, on ne surchauffe plus maintenant », raconte le technicien en bâtiment et chargé de projet pour la CSSLSJ, Yanick Pelletier.

Pour l'ensemble des travaux nécessaires, dont le coût total s'élève à 900 000 \$, le CSSLSJ a pu compter sur près de 168 000 \$ en subventions provenant notamment du ministère de l'Éducation, ainsi que de Transition énergétique Québec. Une contribution essentielle à la réalisation de ces travaux et dont le dernier versement est parvenu au Centre de services scolaire cette semaine.

« Sans la subvention, l'aspect rentabilité du projet n'était pas là. Et le dernier versement est tributaire des résultats des travaux. Ce doit être basé sur une année suivant la fin de ces travaux », précise M. Pelletier.

S'il est vrai que l'installation d'un tel système demeure un investissement important, le Centre de services scolaire réalisera à long terme des économies tout aussi importantes.

Faire le bon choix

Mais pourquoi choisir un système géothermique ? « La géothermie, c'est une thermopompe, mais qui va puiser ou distribuer l'énergie dans le sol. La thermopompe standard, elle, puise son énergie de l'air. Mais quand il fait -10 degrés Celsius, elle n'est pratiquement plus capable de générer d'énergie. Tandis que le sol, lui, a une température constante. Ici, c'est 8,3 degrés Celsius, à 500 pieds de profond dans le sol », explique Alexandre Bouchard, l'ingénieur et propriétaire de la firme Martin Roy & Associés Saguenay, qui a réalisé les travaux.

Combiné au circuit souterrain, la thermopompe transmettra en hiver la chaleur provenant du sol jusqu'au bâtiment. En été, elle capture l'air chaud du bâtiment, pour la distribuer au circuit souterrain et ensuite diffuser l'air refroidi pour climatiser l'intérieur.

Bien que la géothermie comporte de nombreux avantages, elle ne représente toutefois pas une solution infaillible pour toutes les constructions, qu'elle soit résidentielle, industrielle ou commerciale. Pour chaque bâtiment, une étude énergétique doit être effectuée afin d'établir un profil de consommation, pour ensuite déterminer la source d'énergie la plus rentable.

Et qui dit efficacité énergétique dit aussi saisir les opportunités. C'est ce qui s'est produit à l'école Curé-Hébert, quand Alexandre Bouchard a proposé de combiner l'énergie solaire au système géothermique. L'orientation plein sud du mur du gymnase permettait en effet de tirer profit de ce type d'énergie.

« Dans une école, il faut faire entrer de l'air neuf pour la qualité d'air. Mais dès qu'il fait froid, il faut chauffer cet air-là. Grâce au mur solaire, elle va préchauffer gratuitement avec le soleil jusqu'à 10 degrés Celsius. Sur beaucoup de mes projets, quand j'ai une façade sud, j'essaie d'en installer. C'est quelque chose qui est facilement rentable. On a fait la même chose à la caserne d'Alma. »

L'ingénieur admet toutefois que sans les subventions, il serait très peu rentable au Québec de faire de l'efficacité énergétique, en raison du faible coût de l'hydroélectricité. Mais selon Alexandre Bouchard, nous aurions avantage à varier tout de même nos sources d'énergie.

« Au Québec, le coût de l'électricité est à environ 5 cents du kWh pour les clients de type grande puissance, comparativement à 34 cents à Boston ou 11 cents du kWh en Ontario. Et bien que notre électricité soit verte, notre consommation énergétique continue à augmenter. Si nous voulons éviter de bâtir de nouvelles centrales, nous devons favoriser l'efficacité énergétique. Quand on regarde les projections d'Hydro-Québec, on voit qu'en période de pointe énergétique, nous n'arrivons pas à combler nos pointes et nous devons acheter de l'énergie à l'extérieur du Québec de source beaucoup plus polluante.

»

Quoi qu'il en soit, le Centre de services scolaire Lac-Saint-Jean a bien compris les avantages d'explorer davantage d'options écoénergétiques. Désormais, l'organisation optera le plus possible pour des sources d'énergie verte dans ses établissements. Les écoles Monseigneur-Victor d'Hébertville et Albert-Naud à Alma en sont déjà d'autres exemples.

Teaching empathy through pandemic-modified art

By Marianne Lassonde
Special to The Record

When she started her teaching practicum at Richmond Regional High School, Aislinn Fisher felt sick to the stomach with dread. Through the support of her students and associate teacher, however, she quickly built a social circle in a classroom filled with empathy and love.

“My mind is so far from hitting targets and learning objectives and mastery,” said Fisher. “It is so much more on what it means to express yourself, what does it mean to connect to someone.”

Fisher started her Bachelor of Education degree at Bishop’s University in 2015 and has since fallen in love with the Townships’ teaching scene. In 2019, she started teaching theatre at Richmond Regional High School for her six-weeks internship and was sent back this year to complete her 13-weeks practicum.

This time, however, Fisher had to take on the roles of both an educator and as well as “mask police”. As the tasks piled on at the beginning of January, from new sanitary measures to the expectation of daily grading, Fisher admitted to feeling a little overwhelmed.

“There’s a bit of a disconnect between the expectations of the education department and what they expect teachers to be coming out with versus what students actually need,” admitted Fisher, who understands that the department is doing their best to accommodate students.

Fisher said the pandemic caused her a lot of anxiety about going into schools because of the growing cases of COVID-19. She admitted there was even a time in the past month where the 25-year-old considered dropping out of her program.

At the end of January, 1,112 schools across the province reported an active COVID-19 outbreak with almost 2,000 students and 466 staff members testing positive for COVID-19. Last year, there was an average of 331.5 daily cases in schools, making it the second highest infectious environment after workplaces and offices.

Regardless, she took the leap of faith and by Jan.11, Fisher was back at school and teaching the importance of empathy through her ethics and theatre classes. For her, classes stopped being about the academics and more about a time for the students to decompress.

“The arts, right now, really need to be used as a space to express yourself [and] socialize with friends,” said Fisher.

In turn, creating a safe and empathetic space helped Fisher center herself and her emotions. According to her, her students and colleagues became Fisher’s support network, reminding her that everyone was living this reality and that stress was normal.

“Right now, we kind of need people to double as our friends and to be kind to us,” said Fisher.

A trademark of the Fisher theatre experience has been a game of “pass the emotion.” Derived from the much beloved game of telephone, Fisher’s version asks her students to read emotions through body

language and eyes and to imitate what they understood.

“These are little humans and we need to make sure that they are emotionally okay,” said Fisher.

Teaching theatre during a pandemic, however, is no easy task. According to Fisher, a lot of the students in her classroom do not express the same enthusiasm and, sometimes, it is difficult to rope them in when she is limited in space and how they can interact.

But teaching is all about adapting. To keep class eagerness, Fisher decided to expand her idea of theatre from the stage to backstage, introducing the concepts of designs for the visual artists in her class.

For plays, Fisher has her class read *Unity* (1918) by Kevin Kerr, which deals with the trauma of living through the Spanish Flu

“For me it’s a lot less about understanding drama and stage work and more about bringing it back to what it means to be human.”

Fisher has taken comfort in turning her class into a time where students can socialize and feel normal again and admits she now looks forward to going to school.



Stanstead encourages school perseverance

Record Staff

Every year, the municipality of Stanstead participates actively in Hooked on School Days. This year the school perseverance initiative will be held this year from Feb. 15-19.

This year, Stanstead is inviting the population to nominate people who are great examples of perseverance in the educational setting. Five people will be chosen among the nominations received and will be highlighted on the Town's Facebook page from Feb. 15 through 19, 2021.

The school drop-out rate in the Eastern Townships has been declining over the past few years, thanks to numerous efforts and various programs that have been put in place. The trend has shifted from 30 per cent to 18 per cent between 2007 and 2016.

"The fight against school drop-out is a cause that I hold dear," commented Stanstead Mayor Philippe Dutil in a press release. "It really is a problem here in Stanstead, especially for young men. We need to do something to improve that and I am touched to see how organizations like Phelps Helps are succeeding in helping our youth."

Many local organizations such as Phelps Helps, the Haskell Library and Stanstead's CAB Rediker, strive to fight back against the school drop-out rate and the Town would like to support the efforts of these organizations and actions that contribute to the cause.

More information, as well as admissibility requirements, are available on the Town of Stanstead Facebook page and website.



Jay Du Temple rend un hommage senti aux enseignantes et aux enseignants

«C'est avec vous qu'ils passent le plus clair de leur temps dans une semaine. Ils pensent à vous même après les heures de classe...»

Par Jean-François Vandeuken

Jay Du Temple a profité de la 27^e édition de la Semaine des enseignantes et des enseignants, qui se poursuit jusqu'au 7 février, pour rendre un vibrant hommage aux représentants d'une vocation que la dernière année nous aura enfin permis de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur.

Il faut dire qu'il s'agit d'un sujet qui touche de près l'animateur et humoriste, lui qui avait confirmé, en décembre dernier, être en couple avec une enseignante.

Le principal intéressé s'est donc adressé aux étudiantes et aux étudiants dans un long message qu'il a partagé par l'entremise de ses réseaux sociaux, afin de leur faire réaliser que les professeurs «ont des vies» en dehors de leurs fonctions, loin des corridors et des salles de classe.

Avec sa touche d'humour habituelle, il a d'abord souligné leurs habitudes, leur façon d'enseigner, leurs traits de caractère uniques, leur façon de se rappeler de chaque élève et de transformer un cours en rituel. «Certains connaissent tous les prénoms le premier jour, et les connaîtront toute leur vie. D'autres sont plus du type "je suis bon avec les faces", mais en arrachent avec les noms. Tu les croiseras dans dix ans et ils te diront : " T'étais assis dans le fond à droite, n'est-ce pas? Rappelle-moi ton nom" », évoque-t-il.

«Plusieurs tentent de rendre chaque cours unique. D'autres, au contraire, ont une manière identique de saluer la classe. Ça devient un *running gag*, une chorégraphie, une symphonie dont vous faites partie. Toute ta vie, tu penseras à cette enseignante lorsque tu entendas quelqu'un dire "*Morning!*" comme elle.»

Jay Du Temple poursuit en soulignant ce que nous avons souvent tendance à oublier lorsque nous sommes sur les bancs d'école. «Vos enseignants habitent quelque part [...] Ils sont peut-être amoureux, ou ont le cœur brisé ou sont en super bon terme avec leur ex-conjoint. Je ne veux pas vous mettre d'images en tête, mais ils ont une sexualité qui leur appartient et qui les épanouit. Ils ont des enfants qu'ils aiment plus que tout, des passions qui les animent, des hauts qui les grisent et des bas qui les figent», souligne-t-il, avant de remettre cette énumération en perspective.

«Malgré tout ça, c'est avec vous qu'ils passent le plus clair de leur temps dans une semaine. Ils pensent à vous même après les heures de classe. En corrigeant, en préparant leur cours, en racontant leur

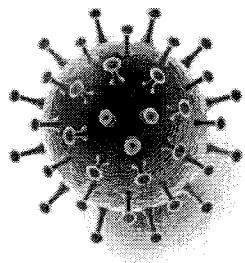
journée à la personne qui les accompagne dans leur quotidien. Ça ne paraît pas tout le temps, mais ils ont votre succès, votre bonheur et votre bien-être à cœur. *Tough love.*»

«Enseigner, me semble être une vocation qu'on apprend majoritairement sur le tas. Une vocation qu'ils et elles ont choisie, certes, mais qui n'en demeure pas moins exigeante, difficile, parfois gratifiante et ô combien importante. Je sais que c'est une année particulière. Je sais que c'est *tough* pour toi aussi. Je le sais. Mais, cette semaine, c'est la leur.

Prends le temps de remercier tes enseignantes et enseignants favoris. Ça va faire toute la différence, je t'assure», conclut-il, invitant également les étudiants à saluer leurs professeurs lorsqu'ils les croisent dans la vie de tous les jours... sauf si c'est dans un *mushpit*, question de leur laisser ce petit moment de défoulement.

4 nouveaux cas de COVID-19 dans les écoles de la région

Antoine Desrosiers



COVID-19
CORONAVIRUS

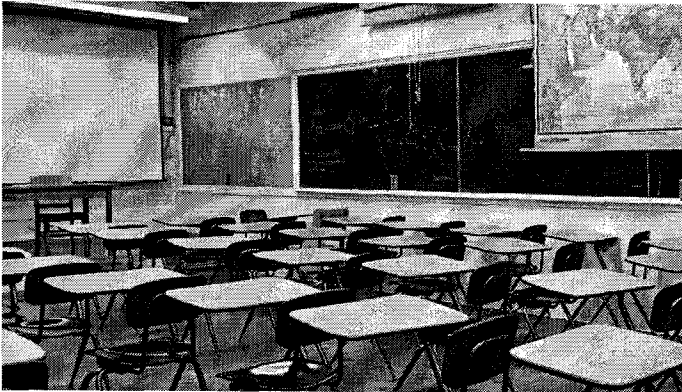
Le Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin annonce quatre nouveaux cas confirmés à la COVID-19 au cours des 24 dernières heures.

De ces cas, 21 élèves supplémentaires ont été placés en isolement préventif.

Les cas ont été recensés à l'école Curé Beaudet à Saint-Éphrem (21 élèves supplémentaires en isolement), à l'école Monseigneur-Feuiltault à Sainte-Marie, à l'école L'Arc-en-Ciel à Saint-Narcisse ainsi qu'à la polyvalente Benoît-Vachon à Sainte-Marie.

Fermeture classe Polyvalente Thetford

Alain Faucher



Le Centre de services scolaire des Appalaches doit fermer la classe Pré-Dep 3 de la Polyvalente de Thetford en raison de la présence de cas confirmés de COVID-19.

Selon les recommandations de la Direction de la santé publique, la classe sera fermée jusqu'au 10 février inclusivement.

Centre de services scolaire de Beauce-Etchemin

COVID-19: 4 nouveaux cas et 21 élèves isolements dans les écoles de la Beauce

Par Salle des nouvelles

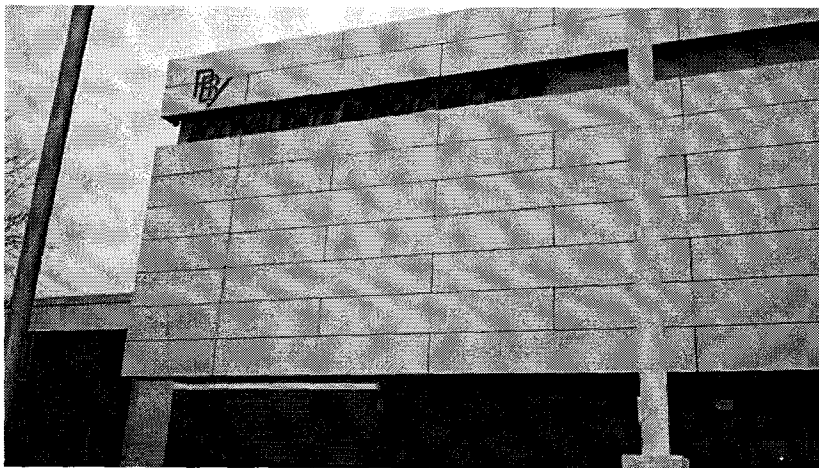


Photo: Léa Arnaud

La Direction de la santé publique (DSP) a signalé quatre diagnostics positifs à la COVID-19 dans des établissements du Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin (CSSBE) au cours de la journée du 2 février.

Voici les écoles visées:

- 1 cas à l'école Curé-Beaudet (Saint-Éphrem) – 21 élèves en isolement préventif
- 1 cas à l'école Monseigneur-Feuiltault (Sainte-Marie) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école l'Arc-en-Ciel de Saint-Narcisse – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à la Polyvalente Benoît-Vachon (Sainte-Marie) – aucun isolement supplémentaire

Les personnes mises en isolement ont déjà été contactées. Les écoles et les centres demeurent ouverts pour les élèves qui ne sont pas en isolement.

Seulement les élèves qui ont été isolés par la Santé publique ont droit à l'enseignement à distance.

90 bacs installés pour récupérer les masques de procédure

Communiqué

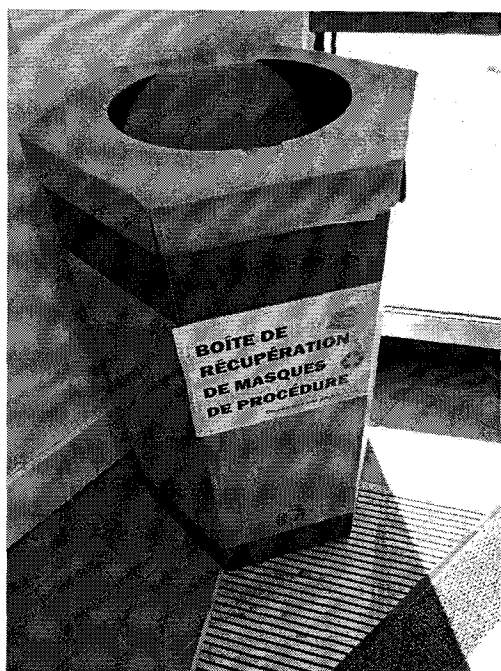


Photo : gracieuseté

Le Centre de services scolaire des Bois-Francs a procédé, ces derniers jours, à la distribution de 90 bacs de récupération dans ses 56 écoles et centres de formation pour récupérer les masques de procédures souillés.

On le rappelle, les membres du personnel ainsi que les élèves du secondaire doivent porter le masque de procédure presque en tout temps à l'école. À la demande du ministère de l'Éducation, ces masques sont fournis par le Centre de services scolaire.

Pour éviter la contamination des matières récupérables, les utilisateurs peuvent maintenant les déposer dans les bacs spécialement identifiés «Boîte de récupération de masques de procédure».

Toujours présente au sein de l'organisation, la préoccupation environnementale a orienté les recherches du Service des ressources informatiques et matérielles pour disposer des masques contaminés, considérés comme des déchets médicaux.

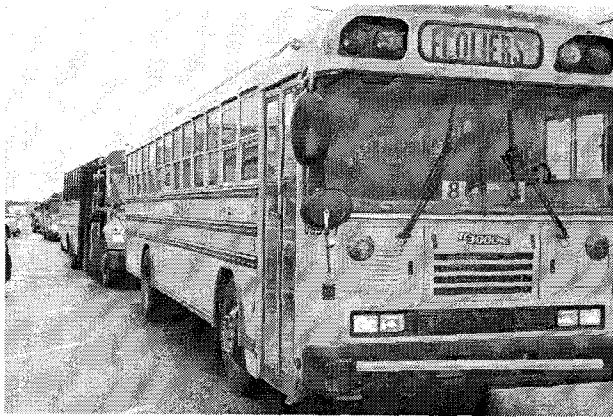
Avec les informations dont nous disposons présentement, deux seuls éléments du masque de procédure sont récupérables, soit les élastiques et la bande de plastique qui permet de faire le pli sur le nez. Le papier, portant lui-même un enduit, ne peut être récupéré. C'est l'entreprise Sanexen, identifiée par Recyc-Québec, qui en disposera de manière à faire comme les hôpitaux dans la même situation. Les masques seront brûlés plutôt qu'enfouis pour profiter d'une valorisation énergétique, soit en générant de la vapeur, de l'électricité ou un carburant alternatif.

«Il y a un effort considérable dans nos établissements, et ce, dès le préscolaire, pour encourager nos élèves à récupérer et à composter les matières végétales. Nous poursuivons donc dans la même veine avec la récupération des masques de procédure pour éviter qu'ils deviennent autant d'objets de pollution dans notre environnement», a souligné Alain Desruisseaux, directeur général du Centre de services scolaire des Bois-Francs.

M'as-tu-vu? : la 33e édition de la campagne de sécurité en transport scolaire



Par Julien-Pierre Desmeules-Paré



La 33e édition de la campagne M'as-tu-vu? invite la population à prendre conscience de l'importance d'avoir un comportement responsable dans les zones et des autobus scolaires. (Photo : Archives)

Jusqu'au 14 février se déroule la 33^e édition de la campagne en sécurité en transport scolaire *M'as-tu-vu?*, de la Fédération des transporteurs par autobus (FTA). La campagne est l'occasion de rappeler à la population les comportements sécuritaires à adopter en présence d'autobus scolaires.

Pour sa 33^e édition, la campagne *M'as-tu-vu?* invite la population à se sensibiliser à l'importance d'appliquer un comportement responsable en présence d'autobus scolaires. Dans certains cas, des citoyens ignorent la signalisation routière et ne ralentissent pas dans une zone scolaire ou à proximité d'un transport scolaire.

Quant aux chauffeurs d'autobus, leur capacité de résilience et d'adaptation, pour l'année 2020, a été soulignée par les organisateurs de l'événement. « La présente année scolaire a été marquée par plusieurs rebondissements qui ont, notamment, affecté le transport des élèves », a précisé le ministre des Transports François Bonnardel, dans un communiqué de la FTA.

Notons qu'il y a 10 000 conducteurs et conductrices d'autobus scolaires formés au Québec, qu'il y a 534 000 élèves transportés en autobus chaque jour dans la province et qu'il n'y a pas eu de décès parmi les passagers d'un autobus scolaire âgés de 5 à 17 ans depuis 1986.

« Le bilan routier, somme toute positif, démontre l'importance de poursuivre les efforts de sensibilisation et de prévention en transport scolaire. La sécurité des écoliers doit rester au cœur des priorités de la population. L'adoption du comportement sécuritaire est primordiale », a ajouté Stéphane Lefebvre, président du conseil d'administration de la Fédération des transporteurs par autobus.

Une courte vidéo produite pour l'événement propose une approche pour prendre conscience de l'importance de respecter les mesures de sécurité. Par le fait même, la Fédération des transporteurs par autobus tient à rappeler qu'on peut ignorer bien des choses dans la vie, mais pas un autobus scolaire.

Tests de dépistage bientôt dans toutes les écoles

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Laval poursuit le déploiement des tests salivaires en milieu scolaire pour y lutter contre la propagation de la COVID-19.

Lancé en décembre dans trois écoles lavalloises, ce projet s'est étendu à huit nouveaux établissements scolaires avant la fin de janvier. Cette mesure a permis de dépister 5000 autres élèves.

Les écoles de l'Orée-des-Bois (primaire), Demers (primaire), Fleur-de-Vie (primaire), Sainte-Marguerite (primaire), des Ormeaux (primaire), St-Paul Elementary (primaire), Hillcrest (primaire) et l'École d'éducation internationale de Laval (secondaire) sont les nouvelles participantes à ce programme.

Le CISSS prévoit étendre l'initiative à 14 écoles de plus en février, en distribuant des

trousses à tous les établissements scolaires de Laval en mars et avril.

Les élèves des écoles concernées recevront une trousse de dépistage si leur classe-bulle est touchée par un cas positif à la COVID-19. Les jeunes n'auront ensuite qu'à effectuer le test salivaire à la maison, puis retourner la trousse dans un centre de dépistage. Cela permet d'éviter un délai d'attente ou une prise de rendez-vous.

Pour les élèves de 14 ans et plus pouvant consentir à des soins de santé, les tests seront offerts directement à l'école.

Selon le CISSS de Laval, les résultats de la première phase du projet « ont été révélateurs et démontrent un besoin réel pour les familles lavalloises ». Par ailleurs, plus de 70 % des trousses distribuées dans 2 classes du primaire au début de janvier ont déjà été retournées dans une clinique de dépistage. (N.P./IIL)



91 classes fermées dans le CSS de Laval

Près de 75 % des écoles de Laval ont été touchées par des éclosons depuis le début de la pandémie. En date du jeudi 28 janvier, 91 classes du Centre de services scolaire (CSS) de Laval ont été fermées en raison de cas liés à la COVID-19.

Il s'agit d'une baisse de 4 classes par rapport au bilan du lundi 25 janvier. L'organisation comptant 87 établissements dans son réseau, cela représente en moyenne un peu plus d'une classe fermée par lieu d'enseignement.

Annie Goyette, directrice adjointe du Secrétariat général et du Service des communications au CSS de Laval, assure d'ailleurs que les «équipes-écoles étaient heureuses de retrouver leurs élèves et que le retour s'est bien déroulé», lorsque questionnée par le *Courrier Laval* au sujet de la rentrée hivernale du primaire et secondaire.



Jusqu'ici, 464 cas positifs à la COVID-19 ont été confirmés chez les élèves et employés du réseau scolaire lavallois en 2021. Parmi ceux-ci, 153 cas étaient toujours actifs vendredi dernier. (N.P./IJL)



LA QUALITÉ DE L'AIR TESTÉE DANS CINQ ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

A la suite du temps des Fêtes, le gouvernement du Québec a présenté les résultats des tests de qualité de l'air effectués dans 330 écoles de la province, dont 5 relevant du Centre de services scolaire (CSS) de Laval.

nicholas.pereira @2M.Media

Initiative de Journalisme Local

Les tests effectués dans ceux-ci se faisaient au sein de quatre classes à différentes périodes d'occupation dans la journée, ce qui permettait de dresser un premier portrait général de la qualité de l'air.

Quatre établissements ont présenté des résultats satisfaisants, soit les Centres de formation le Tremplin et le Chantier (édifice le Charpentier), l'école primaire l'Escale, ainsi que l'École d'éducation internationale de Laval.

À l'inverse, l'école secondaire Mont-de-La Salle avait des locaux qui présentaient un taux moyen de dioxyde de carbone plus élevé que ce qui est autorisé dans le milieu scolaire, soit 1000 ppm (particules par millions).

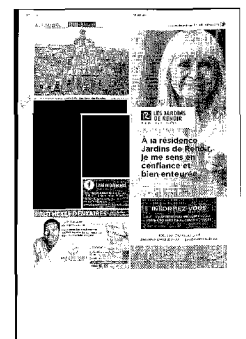
Il n'était pas possible d'offrir une ventilation supplémentaire dans ces locaux, ce qui a forcé l'organisation scolaire à relocaliser les élèves qui les utilisaient vers d'autres espaces. Diverses mesures ont

également été mises en place. Les parents et employés ont ensuite été avisés de la situation.

Le CSS de Laval ajoute que les travaux d'échantillonnage, afin de mesurer les taux de dioxyde de carbone dans l'ensemble de ses établissements, ont débuté. Il est toutefois encore trop tôt pour établir un portrait global des installations.

Rappelons que le taux moyen était de 804 ppm dans les écoles visées par les tests gouvernementaux. Toutefois, 3% des 1369 classes testées avaient révélé des résultats problématiques.

Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation, avait aussi mentionné que le gouvernement provincial prévoyait effectuer des tests dans toutes les écoles du Québec pour évaluer le taux de dioxyde de carbone de celles-ci sous la recommandation de la santé publique.



Le Centre de services scolaire a une liste d'enseignants à ne pas engager

MICHEL THIBAUT
MTHIBAUT@GRAVITEMEDIA.COM

Le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries a dressé une liste de 171 personnes à ne pas engager ou à engager seulement pour de la suppléance à court terme (moins de 5 jours).

Une personne a transmis au journal le document classé « confidentiel », estimant qu'il ne respectait pas les normes. Le Centre de services scolaire assure qu'il n'en est rien et que la pratique est nécessaire pour assurer une saine gestion des ressources humaines.

Sa porte-parole Hélène Dumais fait valoir que pour remplir sa mission d'offrir des services éducatifs de qualité aux élèves, jeunes et adultes, le CSS doit « s'assurer de faire équipe avec du personnel qualifié et compétent ».

« Nous devons être à la hauteur des attentes comme organisation publique et les parents de nos élèves doivent nous faire confiance pour veiller sur leurs enfants pendant leur présence à l'école. Ainsi, nous avons des mécanismes et des outils de travail qui nous permettent de porter un jugement sur les individus qui proposent leurs services et qui souhaitent devenir des employés du CSSDG, comme c'est aussi le cas pour la majorité des entreprises », fait part dans un courriel la directrice adjointe au Service du secrétariat général et des communications du CSS des

Grandes-Seigneuries.

« Étant donné le nombre de nos établissements et la possibilité pour les nouveaux enseignants de travailler dans plusieurs écoles, le Service des ressources humaines (SRH) crée une liste de personnes répondant aux exigences de base, alors que les directions de nos écoles leur attribuent des tâches. Ces personnes sont ensuite évaluées en fonction des expériences vécues. Des procédures claires existent à cet effet. Et lorsqu'une évaluation négative est faite, la direction de l'école doit, dans les bonnes pratiques, aviser la personne concernée de cette évaluation », détaille Mme Dumais.

« À la lumière de ces évaluations ou à la lumière d'informations colligées, certaines personnes peuvent – pour différentes raisons – s'avérer ne pas être adéquates pour remplir le rôle d'enseignant. Ces personnes se retrouvent alors sur une liste de personnes à ne pas engager », confirme-t-elle.

La liste est transmise à deux personnes dans chacune des écoles. « Elles sont tenues au respect de la confidentialité dans le cadre de leurs fonctions », affirme Mme Dumais.

« La liste respecte la vie privée des gens et est conforme à la Loi sur la protection des renseignements personnels, puisque les individus qui s'y retrouvent ne sont pas des employés réguliers et que notre organisation respecte les normes du travail », soutient-elle.

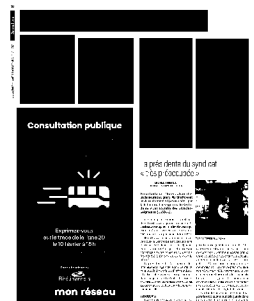
Elle précise que « les personnes qui sont sur la liste de la suppléance cinq jours et moins, elles, peuvent être engagées. Il s'agit de personnes qui ont eu une évaluation négative dans une école, mais qui peuvent vivre d'autres expériences positives dans nos écoles. Si une personne a reçu une évaluation négative, elle a été informée par la direction de l'école ».

Mme Dumais précise qu'une enquête interne sera menée considérant que la diffusion de la liste confidentielle constitue un manquement.

RÉACTIONS EXTERNES

Contacté au sujet d'une telle liste, l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés n'a pas été en mesure de commenter. Sa porte-parole a fait savoir que l'Ordre « ne se prononce pas sur des cas particuliers » et trouverait « imprudent » de le faire sans en connaître tous les détails.

De son côté, la Fédération des centres de services scolaire du Québec a affirmé qu'elle n'est pas au courant de l'existence d'une telle pratique.



La présidente du syndicat « très préoccupée »

MICHEL THIBAUT
MTHIBAUT@GRAVITEMEDIA.COM

Présidente de l'Association des professeurs de Lignery, Martine Provost se dit « extrêmement préoccupée » par la liste noire d'enseignants du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS).

« Je n'étais pas au courant de l'existence de cette liste », a indiqué en entrevue au *Le Soleil de Châteauguay*, le 13 janvier, celle qui est à la tête du syndicat qui représente 2400 membres du personnel de la CSSDGS.

Mme Provost a fait part qu'elle concevait que le Centre de services scolaire conserve les évaluations des enseignants et les compile. « Mais que cette liste soit transmise à toutes les écoles, non. On n'a jamais été informés de ça », a-t-elle affirmé.

La présidente de l'APL exprime des inquiétudes à l'égard de la confidentialité et la possibilité de fuites d'informations. « La liste est envoyée à deux personnes dans chaque école. Le Centre de services scolaire compte 58 établissements. Ça fait 120 personnes. C'est beaucoup de monde », souligne-t-elle.

TROUBLANT

Pour Martine Provost, le geste posé à l'égard de personnes qui détiennent leur

permis d'enseigner du ministère de l'Éducation comme il se doit soulève beaucoup de questions. « Comment les évaluations ont-elles été faites? Est-ce que l'enseignant a obtenu du soutien pour parfaire ses compétences? A-t-il eu accès au programme de mentorat? Est-il banni à vie peu importe la compétence à parfaire? Parce que tu as des éléments à améliorer, on te dit: plus jamais tu ne seras enseignant? C'est troublant » exprime-t-elle. « Toute notre vie, on parfait nos compétences. La condition enseignante est très difficile », fait-elle valoir.

Écarter des personnes possédant leur permis est d'autant plus critiquable dans un contexte de pénurie d'enseignants, laisse entendre Mme Provost.



Education

Répercussions de la COVID-19

Le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) participe à un projet de recherche portant sur les effets de la COVID-19.

Un texte de Jean-Christophe Noël
redaction@versants.com

Le CSSP participe, en partenariat avec le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe et le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeois, à un projet de recherche visant à documenter les répercussions de la crise de la COVID-19 sur le réseau scolaire québécois. Ce projet de recherche est mené par Patrick Charland, professeur au Département de didactique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et cotitulaire de la Chaire UNESCO de développement curriculaire, en partenariat avec le ministère de l'Éducation (MÉQ). Plus tôt lors de la pandémie, avec une équipe de chercheurs, il a produit une série de priorités dans les notions et les compétences des programmes d'études pour aider les parents à s'y retrouver et à assurer une continuité pédagogique.

« Au printemps dernier, il y a eu des programmes spéciaux pour mener des études sur les effets de la COVID et nous avons fait une demande de financement en ce sens. Nous collectons donc des données à deux moments dans l'année scolaire, de manière à voir s'il y a une évolution de la situation », affirme Patrick Charland.

Plus précisément, les données, recueillies à l'aide de questionnaires envoyés en ligne auprès des élèves du primaire et du secondaire, des enseignants ainsi que des directions d'établissements des centres de services scolai-

res, permettront d'étudier les contre-coups de cette crise sur leur vie, de même que sur l'organisation et les établissements scolaires afin de contribuer à en atténuer les effets.

Par l'entremise d'échelles psychométriques, le bien-être et le stress des enfants et des enseignants seront mesurés. « On veut aussi déterminer à quel point la COVID-19 viendra moduler les pratiques d'enseignement. On aura une meilleure idée de l'effet qu'ont les mesures sanitaires sur les pratiques d'administration et de gestion de la classe, et, au bout du compte, on verra si les enseignants doivent changer leur approche », fait part M. Charland. L'homme se réfère à des données amassées au printemps dernier provenant d'études externes sur le bien-être et le stress des élèves et avance « qu'environ deux tiers des élèves sont relativement résilients et, pour eux, l'année scolaire n'aura pas été si éprouvante. Il y a donc un tiers des élèves qui étaient potentiellement en difficulté qui, eux, risquent de vivre un plus grand choc. »

**« Il y a donc un tiers des élèves qui étaient potentiellement en difficulté qui, eux, risquent de vivre un plus grand choc. »
- Patrick Charland**

HYPOTHÈSES

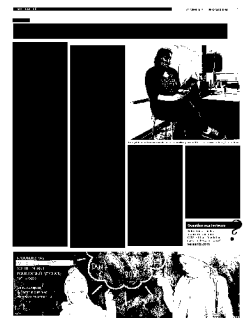
« On constate que les enjeux sont différents dans les disciplines scolaires. On observe des données provenant des États-Unis que les effets de la COVID-19

seraient potentiellement plus grands en mathématiques qu'en lecture. Pendant l'arrêt scolaire du printemps, les élèves ont continué de consulter des sites Web et ont possiblement continué à lire à la maison. L'étude américaine démontre que les élèves n'ont pas tant diminué leur niveau en lecture par rapport au seuil normalement attendu d'un élève. Cependant, on remarque qu'en mathématiques, ils en ont peut-être moins fait à la maison. Les seuils de cette année sont beaucoup moins élevés que les seuils normaux attendus sur des élèves qui auraient dû progresser », met en lumière Patrick Charland. Il ajoute que « l'incidence pourrait être plus grande pour les élèves du début primaire et début secondaire. Ces années sont connues comme étant des années charnières. Quand un élève n'a pas stabilisé la

question de la littératie et de la numératie, notre hypothèse est qu'il en subira les contrecoups. »

LES GRANDS OUBLIÉS

Les secteurs de l'éducation aux adultes et de la formation professionnelle ont été nommés à quelques reprises depuis le début de la pandémie comme étant "les grands oubliés". « On s'intéresserait aussi à ces secteurs. Malheureusement, nous n'avions pas les budgets pour ce premier projet que l'on a dû monter très vite pour pouvoir y aller d'une manière très large. On a donc vraiment ciblé les secteurs du primaire, du secondaire et



de l'adaptation scolaire », relate le professeur de l'UQAM. La demande de subvention a été montée en une dizaine de jours, ce qui s'avère un tour de force considérant que, normalement, ce genre de requête demande entre un et deux mois de préparation. Dans le cadre du financement de recherche impliquant des être humains, l'obtention de certification éthique est aussi un enjeu. Ces procédures peuvent prendre de deux à trois mois. Dans le contexte actuel, les

délais ont été accélérés. Le projet s'étire sur l'année scolaire 2020-21. Les données seront ensuite compilées et analysées lors de l'été.

CSSP

« Notre participation à ce projet de recherche s'inscrit directement dans nos Valeurs Patriotes, soit par notre engagement à favoriser l'accessibilité et la collaboration aux recherches en éducation, ainsi que dans notre volonté à

mieux documenter certains des effets de la pandémie sur nos milieux » affirme Luc Lapointe, directeur général du CSSP. « Nous sommes très fiers de prendre part à ce projet, qui dressera un portrait rigoureux de la situation à partir d'un échantillon représentatif des réalités de nos milieux, et qui viendra certainement soutenir d'éventuelles décisions » complète-t-il.

Retour au secondaire

Une semaine après les enfants du primaire, c'était au tour des jeunes du secondaire de revenir sur les bancs d'école, le 18 janvier dernier.

Un texte de Frank Jr Rodi
frodj@versants.com

À la suite de près de deux semaines d'enseignement à distance, les adolescents du secondaire étaient de retour en classe lundi de la semaine dernière. Avec cette fois une nouvelle mesure sanitaire à adopter : le port du masque pour tous.

Selon les directions des écoles secondaires de notre territoire, avec qui le journal *Les Versants* s'est entretenu, cette nouvelle rentrée scolaire s'est effectuée sans heurt. « Nos élèves sont bons!, répond fièrement la directrice de l'école secondaire du Mont-Bruno, Caroline Brunelle. Ils avaient besoin de ce retour à l'école. Un retour qui s'est bien passé et qui s'est déroulé dans le calme. »

Des propos semblables sont tenus par le directeur de l'école secondaire du Grand-Coteau, à Sainte-Julie, Vincent Barouh. « Nous avons connu une belle première semaine de retour. Les élèves sont heureux et le personnel enseignant est content de revoir les jeunes en présentiel », commente M. Barouh.

DISTRIBUTION DE MASQUES

Mais ce retour en classe chez les secondaires était caractérisé par le port du couvre-visage en tout temps et pour tous. Des masques de procédure fournis par le gouvernement, à raison de deux par jour pour chaque élève. « Le Centre de services scolaire des Patriotes

(CSSP) distribue actuellement environ 93 000 masques par semaine aux établissements pour les élèves. Tout se passe relativement bien », nous mentionne la conseillère en communication du Service du secrétariat général et des communications du CSSP, Marie-Michèle Blais.

Pour l'ensemble de la province, on parle de 4,7 millions de masques utilisés chaque semaine.

*« Nos élèves sont bons!
Ils avaient besoin de ce
retour à l'école. Un
retour qui s'est bien
passé et qui s'est
déroulé dans le calme. »
- Caroline Brunelle*

À Saint-Bruno-de-Montarville, les couvre-visages sont distribués aux jeunes tous les matins aux entrées de l'établissement scolaire. Des surveillants et des techniciens de travaux pratiques s'affairent à cette tâche entre 7 h 10 et 7 h 40. Alors que certains arrivent en autobus, d'autres marchent jusqu'à l'école.

Parce qu'il y a des étudiants de 3^e, 4^e et 5^e secondaire qui adoptent l'enseignement hybride, c'est-à-dire qu'ils se présentent à l'école une journée sur deux, (une mesure sanitaire exigée par Québec) « ce sont approximativement 2250 masques que nous distribuons chaque jour », précise la gestionnaire administrative de l'école secondaire du Mont-Bruno, Julie Geoffrion.

C'est différent à Sainte-Julie. Chacun est responsable de sa boîte de masques, boîte qui a été attribuée à chaque élève le 18 janvier, lors du retour sur place (ou le lendemain pour ceux en enseignement hybride). Dans leur bulle classe, les quelque 720 jeunes ont retrouvé un boîtier à leur nom lors du premier jour de cette nouvelle routine scolaire. « Chaque boîte contient 50 masques. À raison de deux par jour, c'est efficace pour 25 jours, soit près d'un mois, explique Vincent Barouh. Non seulement cette façon de faire facilite la distribution, mais c'est aussi moins mélangeant. »

DES MASQUES TROP GRANDS?

La semaine dernière, dès la première journée de ce retour au secondaire, des

histoires de masques trop grands pour le visage de certains élèves ont fait les manchettes. Maintenant, Québec prévoit un délai de six semaines pour arranger les choses. Qu'en est-il des écoles secondaires du CSSP? À cette question, Marie-Michèle Blais répond : « Nous n'avons pas été sollicités, de notre côté au centre administratif, au sujet de problèmes liés à la taille des masques. »

Une situation qui ne semble pas avoir atteint les écoles secondaires de notre territoire. « Je n'ai pas eu vent de cela, glisse le directeur de l'établissement



scolaire du Grand-Coteau. Je n'ai pas encore remarqué cela. »

« Je n'ai rien entendu à ce sujet et je n'ai pas reçu de commentaires faisant état de masques trop grands. S'il y avait quelque chose, ce serait venu à mes oreilles. Si c'était le cas, on s'ajusterait », d'indiquer Caroline Brunelle.

Centre de services scolaire des Patriotes

Période d'inscriptions pour 2021-2022

N'oubliez pas d'inscrire vos enfants pour l'année scolaire 2021-2022. La période officielle d'adhésions se déroulera du 1^{er} au 12 février.

La période officielle pour inscrire un enfant à la maternelle, inscrire un nouvel élève ou réinscrire un élève dans l'une des écoles primaires ou secondaires du Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) aura lieu du 1^{er} au 12 février prochains.

Il est important de procéder à l'inscription de son enfant pendant la période ciblée. Les inscriptions tardives sont parmi les premières à être identifiées pour un transfert en cas de surplus d'élèves dans une classe.

Les parents qui prévoient être absents durant la période officielle d'admission et d'inscription doivent communiquer avec leur école de secteur avant ce vendredi 29 janvier.

NOUVEL ÉLÈVE

Les parents d'un enfant qui fréquentera la maternelle pour la prochaine année scolaire, ou ceux d'un jeune qui s'inscrira pour la première fois dans une école primaire ou secondaire du CSSP, sont invités à visiter le csp.ca/inscription pour connaître leur école de secteur et obtenir tous les détails relatifs à l'inscription scolaire.

MESURES PARTICULIÈRES – COVID-19

Le territoire du CSSP étant toujours en zone rouge, les façons de faire pour procéder à l'inscription d'un nouvel élève ont été adaptées afin de respecter les consignes de la santé publique. Ainsi, le parent devra prendre rendez-vous avant de se présenter à l'école, par le logiciel « Booking ». Le lien pour y accéder se trouve dans l'outil de recherche du site Internet du CSSP ainsi que sur le site Web de chacune des écoles.

1^{er} février
C'est le début de la
période d'inscriptions
pour l'année scolaire
2021-2022.

RÉINSCRIPTION AU PRIMAIRE

La fiche d'inscription sera publiée sur le portail du CSSP *Mozaïk Portail Parents*, sous l'onglet « Ressources », à compter du 1^{er} février. Les parents auront du 1^{er} février 8 h au 12 février 16 h pour la remplir et la transmettre en ligne. Ils devront avoir en main le numéro de fiche de leur enfant afin d'accéder au formulaire. Le numéro de fiche se

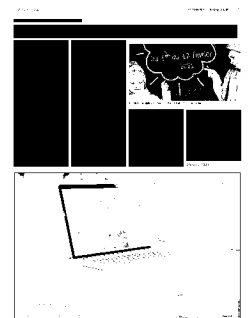
trouve sur *Mozaïk Portail Parents*, sous l'onglet « Dossier ».

RÉINSCRIPTION AU SECONDAIRE

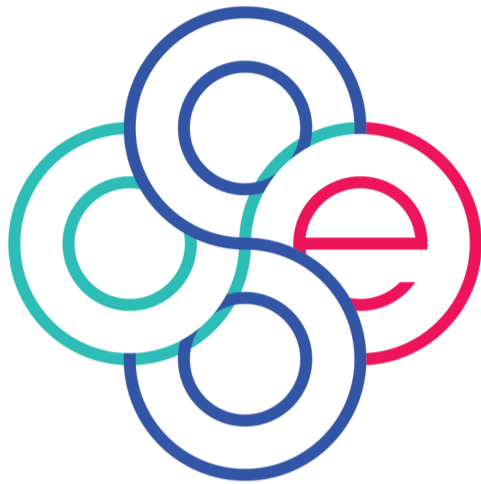
Pour tous les élèves de 6^e année et ceux du secondaire, la fiche d'inscription sera publiée sur la page d'accueil du *Mozaïk Portail Parents* à compter du 1^{er} février. Les parents auront du 1^{er} février 8 h au 12 février 16 h pour la remplir, de même que pour confirmer le choix de cours de leur enfant. Dans le cas de la réinscription au secondaire, seul le parent (ou les parents) associé à l'adresse principale est autorisé à remplir le formulaire.

Les parents qui n'ont pas accès à un ordinateur ou à Internet sont invités à communiquer avec le secrétariat de leur école.

Le CSSP assure des services éducatifs à la population de 21 municipalités situées en Montérégie en outillant et en soutenant un réseau de 69 écoles et centres de formation accueillant 36 024 élèves.



Communiqué (s)



Publications

La révision du programme Éthique et culture religieuse : vers une transition réussie

Le 10 janvier 2020, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a annoncé la révision en profondeur du programme d'études *Éthique et culture religieuse* (ECR). Par cet avis, le Conseil supérieur de l'éducation souhaite apporter un éclairage au ministre sur les défis que pose une telle révision et les options qui s'offrent à lui pour une transition réussie vers un nouveau programme.

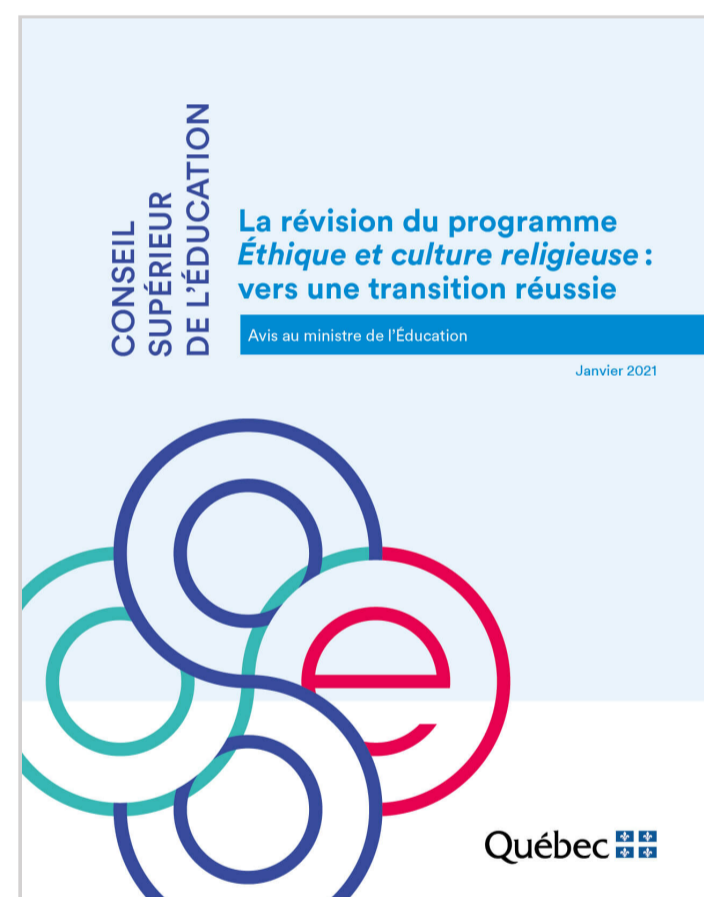
Soucieux de la cohérence d'ensemble du Programme de formation de l'école québécoise (PFEQ), le Conseil offre une réponse à l'intention du ministre d'intégrer au nouveau programme différentes thématiques et fait aussi un lien avec l'actuel programme ECR. L'avis met aussi en relief les enjeux qui entourent l'enseignement des faits religieux et des visions séculières du monde au Québec. Plusieurs défis liés à la mise en œuvre d'un nouveau programme sont aussi abordés, dont l'échéancier de réalisation.

Thèmes abordés

- Nouvelles thématiques et PFEQ
- Réflexion éthique et pratiques du dialogue
- Faits religieux et visions séculières du monde
- Grille-matières
- Évaluation des compétences en ECR
- Formation du personnel enseignant
- Matériel didactique et ressources numériques
- Bilan du programme ECR

[Document complet](#) >

[Sommaire](#) >



Avis aux médias - Négociations du secteur public - La CSQ et ses fédérations dévoilent un sondage exclusif sur les conditions de travail des écoles

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSQ →

Févr 03, 2021, 14:00 ET

MONTRÉAL, le 3 févr. 2021 /CNW Telbec/ - Dans le cadre des négociations du secteur public, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et ses fédérations du secteur scolaire, accompagnées de l'Association provinciale des enseignantes et des enseignants du Québec (APEQ-QPAT), convient les représentantes et les représentants des médias à un point de presse virtuel, jeudi le 4 février, à 9 heures, afin de rendre publics les résultats d'un sondage portant sur les conditions de travail du personnel des écoles.

Merci de confirmer votre présence auprès de Sébastien Marcil, attaché de presse, à l'adresse suivante : marcil.sebastien@lacsq.org, afin de recevoir, par courriel, le lien Zoom.

Par la suite, les porte-parole seront disponibles pour des entrevues individuelles (en français ou en anglais).

Aide-mémoire

QUOI : Point de presse de la CSQ, de ses fédérations du secteur scolaire et de l'APEQ-QPAT :

- Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)
- Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ)
- Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ)
- APEQ-QPAT

QUI : Sonia Ethier, présidente de la CSQ
Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ
Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ
Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ
Heidi Yetman, présidente de l'APEQ-QPAT

QUAND : Jeudi 4 février 2021, à 9 heures

OÙ : Salle Zoom (communiquer à l'adresse marcil.sebastien@lacsq.org pour obtenir le lien)

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

SOURCE CSQ

Renseignements: Sébastien Marcil, Attaché de presse de la CSQ, Cellulaire : 438 356-4545

Liens connexes

<http://www.lacsq.org/>

Economic Recovery and Negotiations - 95% of Population Supports Reinvesting in Education



NEWS PROVIDED BY

Quebec Provincial Association of Teachers →

Feb 03, 2021, 23:46 ET

MONTREAL, Feb. 3, 2021 /CNW Telbec/ - A survey conducted by CROP in the context of public sector negotiations indicated that a very large majority of the population – 95% of respondents – supports the government using its economic stimulus plan to invest in education to improve learning conditions and services for students.

Such is one of the major findings of the survey conducted at the behest of the Centrale des syndicats du Québec (CSQ) and its school-sector federations: the Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), the Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), and the Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ). The organizations are supported by the Quebec Provincial Association of Teachers (APEQ-QPAT), which sits at the bargaining table alongside the FSE-CSQ.

Pandemic's Concerning Impacts on Education

The poll also shows that Quebecers are now more concerned about children's academic success than they were back in July (July: 66%; December: 73% very, somewhat concerned). In addition, a similar proportion feared the long-term impact of the pandemic on school dropout rates (77%).

A majority of respondents – more than one in two Quebecers – indicated that schools and training centres do not have the appropriate resources to support students who are struggling. A larger majority of respondents reported that the pandemic has highlighted the education system's lack of staff (84%) and material resources (81%).

Majority Support for Improving Working Conditions

Another consequence of the pandemic: Eighty-three percent of Quebecers believe that it has created a work overload for education personnel and, consequently, working conditions have deteriorated.

In addition, 61% of respondents believe that the labour shortage stems primarily from the poor working conditions. Sixty-three percent of respondents believe that the best solution to address the lack of staff would be to improve working conditions, while 20% would say wages should be increased.

Unfair Treatment for School Support Staff

In closing, nearly two thirds of Quebecers feel that it is somewhat or very unfair that school support staff, who were involved in emergency daycare services during the lockdown, were not paid a wage premium.

Quotes:

"These findings confirm that the working conditions crisis in the education sector is well founded and not something made up by the union. The public is aware of the challenges we face daily in our schools and believes that something must be done as soon as possible. The Coalition Avenir Québec (CAQ) government said it would make education its priority; what is it waiting for to put words into action?" – Sonia Ethier, CSQ President

"There were poor working conditions prior to the pandemic, but the latter has intensified them and thrown a spotlight on how much the education sector is struggling, as the survey substantiates. Teachers are frustrated and ready to go on strike to see some change and get more acceptable working conditions that will have a direct and positive impact on students." – Josée Scalabrini, FSE-CSQ President

"It's unacceptable: Seventy percent of our members are in precarious employment, their wages are lower than in any other level of government, and professional recognition is virtually non-existent. For example, we have been on the front lines since the beginning of the pandemic, like health care personnel. But unlike them, we weren't entitled to the COVID premium offered to front-line employees. It's obvious to us and to the survey respondents just how unfair this is." – Éric Pronovost, FPSS-CSQ President

"This survey shows that parents have noticed how the lack of resources is having a negative effect on their children. More than a third of professionals were already thinking of leaving the education sector before the pandemic. What we are asking is that there be enough of us to meet the needs of the students. There is little autonomy, many schools and recruitment has become particularly challenging." – Jacques Landry, FPPE-CSQ President

"The survey clearly shows that Quebecers are as concerned as teachers about the lack of resources in education. Teachers in the English sector voted to go on strike to say enough is enough. It's time for the government to empower us to do our job and ensure that our students have what they need to succeed." – Heidi Yetman, APEQ-QPAT President

To see the survey, [click here](#).

SOURCE Quebec Provincial Association of Teachers

For further information: Julie Montpetit, APEQ-QPAT Press Officer, Cell: 514-249-9653; Sébastien Marcil, CSQ Press Officer, Cell: 438 356-4545

Related Links

<http://www.qpat-apeq.qc.ca>